

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 30 JUILLET 1969
N° 418 - 1,50 F



Contre l'exploitation

Polices parallèles et renseignements américains

Jean Verger

Le X juin à X heures, à 200 mètres de l'endroit où Ben Barka fut enlevé, un homme de 40 ans achète son journal dans un kiosque du boulevard Saint-Germain.

Un homme s'approche de lui, l'interpelle :

— Vous êtes M. Marcel ?

— Mais non, je ne suis pas M. Marcel. Qui êtes-vous ?

L'interpellateur devient plus menaçant et trois individus ressemblant à des gangsters viennent à la rescousse et entourent notre homme.

— Vous êtes M. Marcel, voleur à la tire, nous vous connaissons, montez dans cette voiture.

Ils essaient d'entraîner notre homme. Celui-ci, se souvenant de l'affaire Ben Barka, ne se laisse pas démonter. Il résiste, alerte la population. A quelques dizaines de mètres, se trouve un gardien de la paix en uniforme. L'homme crie : « C'est une nouvelle affaire Ben Barka, ne me laissez pas entraîner. Prenez contact avec mes avocats, Maître de Felice et Maître Nicole Dreyfus ! »

Le policier en uniforme s'approche, puis repart : ce n'est pas son affaire. Les histoires de barbouze, il ne faut surtout pas s'en mêler.

Par la force, notre homme est emmené vers une destination inconnue.

Les passants attroupés sont nombreux. Une femme, qui ne voudra pas dévoiler son identité, téléphone quelques minutes après à Maître de Felice et lui raconte la scène qu'elle vient de voir. Cette femme se souvient, elle aussi, de l'affaire Ben Barka, c'est sans doute la raison pour laquelle elle ne veut pas révéler son identité : « Je me suis approchée du policier et j'ai demandé des précisions. Il m'a été répondu « c'est un dangereux gangster que l'on arrête ». Je ne sais pas ce qu'il en est exactement, mais je vous téléphone pour soulager ma conscience. »

L'homme qui vient d'être « enlevé » par quatre ravisseurs à mine patibulaire s'appelle **Thomas Schwaezer**. En 1938, sa mère et ses deux oncles fuient l'Autriche où s'est installé le régime hitlérien. (Son père mourra dans un camp d'extermination.) Survient la guerre : ses deux oncles s'engageront dans la Résistance française. L'un d'eux sera livré par la police de Vichy à la Gestapo. Voilà le « climat » dans lequel baigne l'adolescence de Thomas Schwaezer. Réfugié en Angleterre pendant la guerre, il revient en France en 1953 : il est ingénieur géophysicien. Il est très connu dans les milieux universitaires, mais il

l'est encore plus des soldats américains, pour lesquels il a organisé en France l'infrastructure matérielle permettant au plus grand nombre de vivre, de travailler et d'être hébergés.

Le 24 mai 1969, c'est-à-dire en pleine campagne électorale, Mme Thomas Schwaezer (1), s'inquiétant des menaces d'expulsion qui pesaient sur son mari, avait écrit à Georges Pompidou, qui lui avait répondu qu'il n'était pas question d'altérer les « trop profondes traditions d'hospitalité de notre pays ». Pendant plus de 48 heures, Thomas Schwaezer est interrogé, séquestré, brutalisé au siège de la D.S.T. Puis on l'emmène à Orly pour le faire embarquer sur un avion à destination de l'Autriche, mais les papiers n'étant pas en règle, le pilote refuse de se faire complice de l'opération. Thomas Schwaezer est alors envoyé en Corse en résidence surveillée !

D'où vient l'ordre d'expulsion ? Il ne vient pas de la présidence de la République : le jour où l'opération de l'enlèvement est organisée est celui qui précède l'installation définitive de M. Pompidou à la présidence. C'est également un jour où M. Alain Poher n'a plus aucun pouvoir d'intervenir.

Nous reproduisons la réponse de M. Pompidou, en date du 24 mai, à une lettre que lui adressait Mme Schwaezer. Elle prend à la suite des événements, une saveur particulière : le ridicule ne tue plus, et surtout pas un président de la République.

En effet, l'enquête à laquelle se sont livrés les amis de Thomas Schwaezer prouve avec certitude que les services de renseignements de l'ambassade américaine à Paris quelques semaines auparavant s'intéressaient vivement à Thomas Schwaezer : et pourtant, ce dernier n'apparaissait jamais publiquement, comme l'un des organisateurs du soutien matériel des déserteurs américains mais ces services connaissaient son identité et l'un de leur porte-parole, un dénommé Norman Philcox, habitant avenue de la Châtaigneraie à La Celle - Saint - Cloud s'étonnait, dans une réunion privée, que M. Thomas Schwaezer fût encore en France. Dans ces conditions, on peut se demander si l'opération d'enlèvement, déjouée grâce à la présence d'esprit de Thomas Schwaezer, n'était pas, en réalité, une opération montée par une police parallèle en liaison avec la C.I.A. : l'enlèvement de Thomas Schwaezer, son expulsion en Autriche, pouvaient être une première étape vers sa liquidation physique.

Au moment même où Georges Pompidou arrivait à la présidence et où Chaban-Delmas six jours après, dans une déclaration à la Chambre, né manquait pas d'insister sur la défense des libertés publiques et privées. La première opération d'arbitraire vient d'avoir lieu. Nous pensons que cette opération s'est faite aussi bien à l'insu du président de la République, que de M. Marcelin. La date choisie indique bien que les hommes de la police, en cheville avec les milieux américains, espéraient que tout se passerait sans accroc (comme dans l'affaire Ben Barka).

Reste maintenant au gouvernement français à désavouer publiquement l'action de sa police ! Il ne le fera pas, évidemment. Mais à nous d'agir pour la libération immédiate et le retour dans ses foyers de Thomas Schwaezer.

Le devoir de tous les militants aujourd'hui est d'organiser la campagne de défense de Thomas Schwaezer. Un comité de défense provisoire vient d'être fondé. Son adresse : 8, impasse Canard, Paris (12^e). Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet et le professeur Kastler patronnent ce comité.

— Halte à la politique d'expulsion des travailleurs étrangers !

— Retour en France de tous les travailleurs étrangers expulsés pour motifs politiques.

(1) Qui est française.

Débats

8. Dialogue « T.S. » - « Lutte Ouvrière »

20. Louis Althusser et le mouvement de mai 68

Jean-Marie Vincent

Luttes ouvrières

4. Enquête à la Thomson-C.S.F.

Jacques Ferlus

5-6 Fermeture pour cause de concentration

Jacqueline Dana

Luttes étudiantes

7. Défense de Vincennes

Pierre Gautier

Luttes internationales

14. Justice politique et répression

Jean Bontemps et Klaus Kamper

Vie militante

9. La D.P.N. au travail

Jacques Malterre

10-11. Résolution politique

12. Contrôle ouvrier

13. Commission des conflits

Vie culturelle

17. Une banlieue en voie de développement

E.J. Dumay

18-19. Conçu par les enfants pour les enfants

Dominique Nores

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré
à 22 000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration
S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Les retombées de la gauche

Robert Chapuis

Après que la porte du deuxième tour des présidentielles lui a été fermée, il a fallu deux semaines à la « gauche » pour se mettre en vacances. Le festival d'Issy-les-Moulineaux ne peut faire illusion : il fait partie des devoirs de vacances qui servent à préparer la rentrée.

La perspective de cette rentrée engage à faire un premier bilan et puisque l'année s'est terminée par l'explosion de la gauche, il peut être utile d'en étudier les premières retombées.

Appuyé sur la déclaration de Moscou, Georges Marchais a tracé devant le Comité Central la nouvelle ligne du P.C.F. Elle s'exprime en un syllogisme fort clair : la gauche, c'est le P.C. et la S.F.I.O. ; or, la S.F.I.O. n'est plus à gauche ; donc seul le P.C.F. représente la gauche. C'était déjà l'argument électoral de Duclos ; c'est maintenant celui du parti tout entier qui se définit comme la force « autour de laquelle » (sic) doit se faire l'union des forces démocratiques et ouvrières. D'un côté : la droite, avec le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas ; de l'autre : la gauche, avec le P.C., la C.G.T., le SNES, le SNESup, l'UNEF-Renouveau et les organisations agricoles ou citadines correspondantes. Voilà un combat fort clair. Un seul ennui : il garantit au tenant du titre — à celui qui est au pouvoir — une entière sécurité pour l'avenir et on comprend que celui-ci préfère recevoir quelques coups d'une opposition de ce type plutôt que de rencontrer un challenger plus puissant ou d'en rencontrer plusieurs à la fois. Cependant les spectateurs risquent de se lasser et l'expérience prouve que, lorsque la foule envahit le ring, ce sont les deux adversaires qui en subissent les conséquences. Et puis il n'est pas évident que ce soit à ce niveau que se déroulent les vrais combats...

Quant aux morceaux de la F.G.D.S., il paraît décidément difficile de les recoller. Les radicaux sont allés rejoindre Poher pour bâtir un « socialisme à la suédoise » ; ce qui ajoute encore à nos inquiétudes sur l'avenir de la Suède. La Convention et les clubs se déchirent à leur tour. Les uns vont suivre « la Voie Lactée » avec François Mitterrand ; ils risquent fort, comme dans le film de Bunuel, de retrouver à la fin le même message qu'au début ; au moins verront-ils du pays : il serait sans doute injuste de chercher une analogie avec le Tour de France qu'entreprit jadis Tixier-Vignancour ; on pense plutôt aux voyages de Mendès France ; on y pense d'autant plus que Mitterrand tient certainement à occuper la place que Mendès a laissée après son ralliement à Defferre ; il espère avoir plus de chances auprès du parti communiste et devenir l'homme des coalitions futures. Malheureusement Pierre Mauroy risque de ne pas lui faciliter les choses ; une partie de la Convention et la majorité des autres clubs s'approprient en effet à rejoindre le Nouveau Parti Socialiste, en espérant pouvoir y jouer un rôle, même mineur.

La S.F.I.C. va ainsi, à travers le nouveau P.S., se redonner des couleurs : les arbres morts servent facilement de totems. Autour du vieux tronc qui n'en finit pas de mourir s'affairent d'anciens et de nouveaux jardiniers dont l'agitation dérisoire fait encore illusion auprès de certains. Il faut bien vivre et ils réussissent au moins à prouver que l'arbre ne dépérit pas : comment le pourrait-il puisqu'il n'a plus de vie ? Mais qu'on ne s'étonne pas demain s'il ne porte pas plus de fruits que les années précédentes !

Cette activité laisse dans l'indifférence ceux qui ont vu mourir en mai 68 la gauche officielle et n'entendent pas la ressusciter. Les forces de Mai n'aiment guère le vocable de « gauche » et préfèrent parler d'action que de positions dans l'hémicycle parlementaire. Mais parmi ces forces, beaucoup n'ont pas encore choisi la nature de leur affirmation politique. On ne peut vivre éternellement en se contentant de faire des voix ou des adhérents autour d'un simple « non au système » ; il faut bien un jour ou l'autre choisir les batailles positives et offensives qui peuvent permettre aux travailleurs d'affirmer leur force collective. Il faut bien s'inscrire dans la réalité de leur combat : on ne peut se contenter de camper sur les collines en s'intitulant l'avant-garde pendant que la masse des travailleurs se bat dans la plaine. Il faut accepter les lois de l'action collective, sinon il n'y a qu'aventure ou prophétisme.

Le P.S.U. est au cœur de ces débats et de ces combats, et cette réalité commence à frapper ceux qui ne lui prêtaient guère d'attention jusque-là.

Aux prétentions dominatrices du P.C.F., les élections de Nancy donnent une première réponse : il s'en est fallu de 32 voix que la liste conduite par François Borella ne l'emportât sur celle du P.C.

C'est la réponse publique au rejet des propositions unitaires que le P.S.U. avait faites en refusant l'hégémonie à laquelle prétendait le P.C.F. C'est aussi le signe qu'il existe dans l'opinion une opposition déterminée aux différentes formules de droite sur la base d'objectifs socialistes clairement démontrés. Mais c'est sur le terrain de la lutte sociale que viendront les principales réponses à l'attitude du P.C.F. :

— Dans l'université, le P.S.U. n'acceptera pas davantage les commandos d'extrême droite comme à Louis-le-Grand que ceux du P.C.F. comme à Vincennes. A travers les organes de participation, les communistes recherchent une sorte de cogestion de l'Université avec les forces de droite : le P.S.U. saura, dans la lutte, s'opposer aux uns comme aux autres pour empêcher que l'Université ne tombe davantage sous la coupe des intérêts capitalistes ;

— Dans les entreprises, le P.S.U. refusera de cautionner des revendications qui enchaîne-

raient davantage les travailleurs aux bonnes volontés du patronat, même s'ils semblent devoir en retirer quelques avantages immédiats. Il soutiendra les revendications offensives qui permettront aux travailleurs de prendre en main, même partiellement, les conditions et les finalités de leur travail, car cette lutte concrète contre les besoins et les intérêts du capitalisme prépare la prise en main du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. Le P.S.U. ne faillira pas à ses responsabilités dans le combat pour le socialisme.

Telle est la signification des campagnes prévues par la Direction Politique Nationale de notre parti : elles doivent élargir la lutte à de nouveaux domaines, ceux de la spéculation foncière et de l'alliance atlantique en particulier. Il s'agit là de deux signes particulièrement remarquables de l'exploitation capitaliste et de ses conséquences nationales et internationales. C'est le parti tout entier qui sera appelé à donner à ces campagnes comme à toute l'action du parti les orientations et les moyens nécessaires. Le Conseil National de novembre leur sera en effet consacré. Mais, du fait même, ce Conseil devra aborder le problème plus large de l'avenir du courant socialiste : quelle est sa nature ? quelle stratégie doit permettre son affirmation et son développement ?

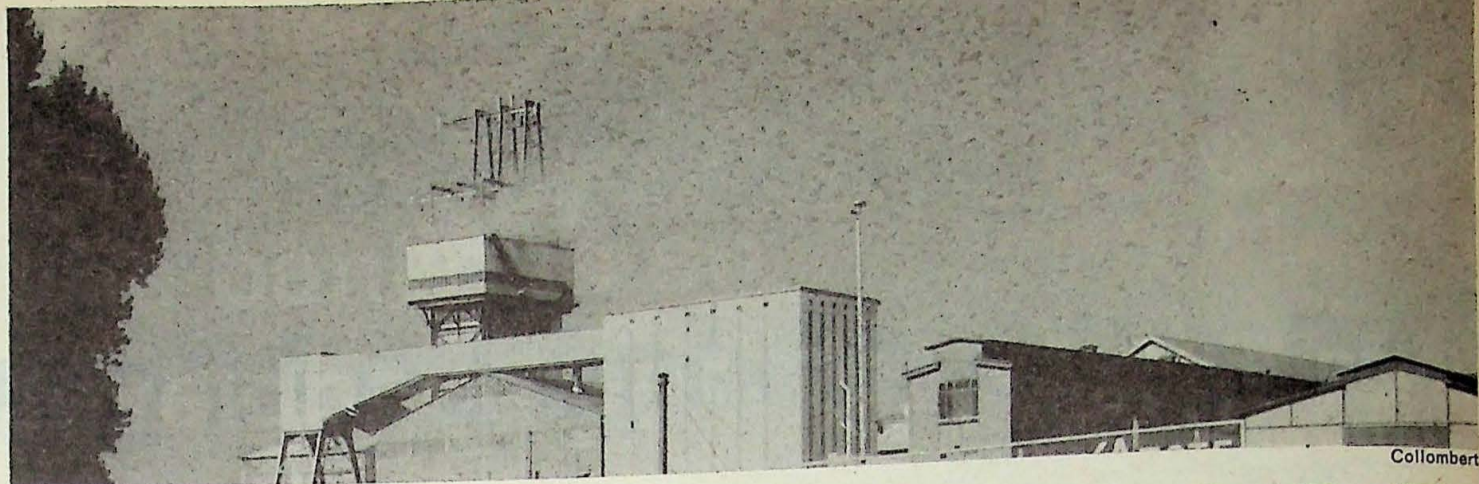
Ces questions n'intéressent pas que le P.S.U. Elles se posent à tous ceux qui estiment faire partie de ce courant et sont prêts à engager des actions qui le manifestent clairement.

A la rentrée des vacances, puisque vacances il y a, le choix deviendra plus clair pour les militants des groupes de Mai comme pour les hommes des clubs qui ont vu s'effondrer leurs espoirs de 1965 :

— ou bien se rallier à la stratégie du P.C.F., en accepter l'hégémonie et vivre dans son orbite, et c'est déjà le choix de certains, de l'A.J.S. (qui sévit ailleurs sous le nom de F.U.O.) aux nouveaux « Pierre Cot » qui se font jour ;

— ou bien se ranger aux conditions de la S.F.I.O. et accepter la danse macabre d'Issy-les-Moulineaux au milieu des cadavres de la social-démocratie, en se préparant imperturbablement aux batailles d'avant-hier dans les oripeaux de l'électoratisme.

A ceux qui se refusent à un tel choix, le P.S.U. propose une autre voie : celle de mener les batailles d'aujourd'hui pour le socialisme aujourd'hui. Sur cette voie, commencent à se réunir, en nombre grandissant, des ouvriers et des paysans, des étudiants et des enseignants, des employés, des cadres et des techniciens. C'est la force socialiste capable de donner leur sens aux luttes des travailleurs : l'avenir du socialisme passe d'abord par son renforcement et son développement. □



Enquête à la Thomson-C.S.F.

Jacques Ferlus

Lorsque deux entreprises fusionnent, cela ne va jamais sans poser quelques problèmes aux salariés. Il y a d'abord la grande peur légitime des licenciements et les risques de mutations du personnel. Ces pratiques permettent, la plupart du temps, aux directions de se débarrasser de ceux qui posent trop de questions ou qui prennent plaisir à faire réfléchir les autres sur leur sort. On constate souvent aussi de grands changements, en pire, dans les conditions de travail. Les patrons ont toujours tendance à choisir les pratiques les plus défavorables aux salariés.

Comme on n'a pas encore trouvé le moyen d'empêcher les concentrations, et dans certains cas elles sont même bénéfiques, elles se font. Mais si les grandes inquiétudes arrivent à se régler ou à disparaître, tous les problèmes n'en sont pas pour autant réglés.

L'art de compliquer les choses simples

CSF et Thomson ont fusionné l'année dernière. Cela ne s'est pas trop mal passé, grâce à la vigilance syndicale. Quoi qu'il en soit, de nombreuses différences existant entre les deux entreprises, un important contentieux social reste à régler. En particulier en ce qui concerne la grille des salaires, la protection des travailleurs, les régimes de retraite, les primes, etc.

La politique de la direction vise, bien entendu, à appliquer au maximum les conditions les plus défavorables. Ainsi pour le personnel horaire, elle est prête à retirer les 18 % des avantages maladies aux travailleurs de la CSF pour les reverser à ceux de la Thomson. Lorsque le problème est plus compliqué elle propose de le laisser en l'état. Ce qui veut dire que tel ouvrier ou cadre, selon qu'il aura appartenu à la CSF ou à la Thomson avant la fusion, aura plus ou moins d'avantages qu'un autre, ne sera pas

protégé de la même façon qu'un autre. C'est d'une pratique... D'autant plus que cela implique la création d'un troisième système pour les salariés embauchés après la fusion.

Compte tenu des obstacles au réguler la direction. Leurs arguments sont simples et c'est peut-être pour cela qu'ils ne peuvent pas être compris par leurs patrons. L'inter-CFDT affirme, avec juste raison, que le statut doit être identique pour tous les travailleurs. En effet, les conditions de travail et de vie sont bien identiques que l'on travaille à la CSF ou à la Thomson. Les salariés ont bien tous les mêmes besoins. Ils collaborent tous à l'efficacité d'une même entreprise. C'est tout cela que, paraît-il, il n'est pas possible de comprendre quand on est patron.

Priorité aux revendications qualitatives

Compte tenu des obstacles au règlement de ces problèmes sociaux, il n'est pas impossible qu'on voie naître un conflit aigu dans cette entreprise. Dans les rangs syndicaux, la CFDT est déjà prête à cet affrontement, elle se sait appuyée par un grand nombre de salariés. Avant même la fusion les deux sections syndicales ont commencé à travailler en commun, notamment dans le domaine de l'information. Ce n'est pourtant pas une petite affaire, car il y a 30.000 salariés répartis dans diverses usines à travers la France.

L'inter-CFDT est même allée au-delà de l'information. Elle vient de réaliser une consultation générale du personnel dans le but de définir les points de revendications prioritaires. En quelques jours 32 % des salariés ont donné leur avis. Ils ont classé en ordre d'importance les huit revendications qui constituent actuellement le contentieux social de l'entreprise. En voici le classement :

	C.S.F.	Thomson	Ensemble
Mensualisation	36,5 %	27,3 %	31,9 %
Disparité des salaires	18 %	23,5 %	20,8 %
Retraite anticipée	17 %	22 %	19,5 %
Retraite complémentaire	4,5 %	10 %	7,3 %
13 ^e mois	16 %	7,5 %	11,8 %
Capital décès	8 %	9,5 %	8,7 %
Avantages aux mères			
Anclenneté			

Il est remarquable de constater que les trois revendications qui viennent en tête ne sont pas quantitatives. La mensualisation et la non-disparité des salaires sont demandées par plus d'un salarié sur deux. La CFDT fait ressortir que de nombreux ingénieurs, techniciens et administratifs, déjà mensualisés, ont malgré tout placé cette revendication en tête. Si ceux qui souhaitent devenir mensuels sont plus nombreux à la CSF, c'est qu'il y a ici plus d'horaires qu'à la Thomson.

Sur la disparité des salaires, les syndicalistes se réjouissent du pourcentage obtenu. En effet, la direction, qui se targue de bien connaître son personnel, envisageait d'enterrer purement et simplement cette revendication. Autre revendication qualitative : la retraite anticipée. 20 % des salariés souhaitent pouvoir cesser de travailler avant l'âge de 65 ans.

Un exemple à suivre

Mais l'enquête de la CFDT est intéressante également dans son principe même. C'est là un moyen original et efficace qui permet la participation active des salariés à l'action syndicale. Si cette méthode devenait plus systématique, nul doute qu'un certain nombre de revendications dépassées disparaîtraient des programmes syndicaux. Il en serait fini des idées toutes faites sur ce que souhaitent ou ne souhaitent pas les salariés. Et il deviendrait ainsi peut-être plus aisé de bâtir une unité d'action, voire un front syndical efficace.

Mais pour arriver à cette pratique il faut s'habituer à alimenter constamment les travailleurs en informations sur l'action des syndicats, sur les arguments qu'on avance dans la négociation et sur ceux qu'avance le patronat. Ce n'est encore pas pratique courante pour certains mandarins du mouvement syndical. La consultation de l'inter-CFDT CSF-Thomson dénonce éloquentement l'incapacité de ceux-là à parler au nom des salariés, qui sont bien capables de dire eux-mêmes ce qu'ils pensent et veulent. Le mouvement syndical ne peut que rassembler et représenter. En aucun cas il ne peut parler à la place des salariés, mais seulement en leur nom. □



Collombert

Le comportement d'un patron de combat

Michel Camouis

Dans cette entreprise métallurgique, comme chaque année depuis 1962, les travailleurs ont dû se mettre en grève pour obtenir leur prime de vacances et une augmentation de salaire pour les outilleurs.

Grève très dure, qui a duré près de 2 semaines, et surtout grève commune aux horaires et aux mensuels (soit près de 95 % du personnel).

La C.G.T. a bien situé les responsabilités du patronat : « Tous les travailleurs du Profil, avec leurs délégués, ont dénoncé et continué à dénoncer la mauvaise gestion de la société, ont prouvé que la direction générale est capable de donner aux travailleurs une prime de vacances et de répondre favorablement aux revendications qu'elle essaie volontairement de dénaturer... »

La section P.S.U., de son côté, diffusait le texte suivant :

Près d'une semaine et demie de grève

Les travailleurs du Profil en ont assez d'un patron, d'une société qui décident de tout sans eux, contre eux.

Ils en ont assez d'un pouvoir patronal despotique.

Les travailleurs du Profil en ont assez d'être des instruments interchangeables entre les mains d'un patronat qui a toujours refusé le dialogue, entre les mains d'un président-directeur général qu'ils n'ont pas encore vu après des jours et des jours de grève.

Ils en ont assez d'être avant tout des machines à profit pour une petite minorité.

Les travailleurs du Profil en ont assez

Ils l'ont montré en mai 68 au coude à coude avec des millions d'autres. Ils ont été acculés à reprendre le combat le 16 juin 69.

La section P.S.U. salue cette volonté, cette détermination des travailleurs du Profil horaires et mensuels

Face au complot patronal pour briser la résistance ouvrière, il faut que soit opposée une solidarité sans faille, la solidarité de tous les travailleurs, appuyés par leurs organisations syndicales et politiques.

Salaires, primes, classification, problèmes de l'emploi, droits syndicaux... Ces justes revendications, les travailleurs savent qu'ils ne les obtiennent que lorsqu'ils les imposent... Ils savent qu'ils n'ont rien à attendre de la « compréhension » ou d'un « esprit de justice » du patronat.

Le patronat ne donne que ce qui lui est arraché

A travers ces revendications, c'est le pouvoir patronal qui est en cause.

Pour que soit sauvegardé l'acquis des différentes luttes, il est indispensable que les travailleurs, leurs représentants et leurs organisations imposent un véritable

droit de veto contre les décisions patronales, c'est-à-dire un véritable contrôle sur l'embauche, les licenciements, les règles d'avancements, l'organisation interne du travail, les comptes de l'entreprise...

Cela était possible en mai 68... Cela sera possible dans les luttes à venir. Les travailleurs du Profil en ont conscience.

Ce contrôle ouvrier à arracher sera une étape et une préparation à la lutte pour le pouvoir des travailleurs à tous les niveaux : entreprises, communes, régions, Etat.

Les travailleurs n'ont pas remporté la victoire malgré leur mouvement de grève exemplaire.

Le patron a tenu bon jusqu'au bout et a refusé d'accorder la prime demandée, et a simplement cédé sur d'autres revendications moins importantes.

C'est une déception pour les ouvriers de Profil mais c'est aussi une leçon. La dictature patronale n'est pas une fiction et ils le savent bien ! Ils ont appris sur le tas que la seule arme à lui opposer c'est le contrôle ouvrier.

Fermeture pour cause de concentration

Jacqueline Dana

La Madeleine, dans la banlieue de Lille : une petite usine, appartenant au très important groupe textile Agache Williot (vingt entreprises), va fermer ses portes. On y tissait le coton. On le tissera dans un autre établissement plus moderne, plus perfectionné, à Wasquehal, quinze kilomètres plus loin. Deux cents lettres de licenciement sont prêtes. Il n'y a plus qu'à les glisser dans une enveloppe.

Cas banal. En 1967, une entreprise va fermer ses portes. On par jour ouvrable. Au cours du deuxième semestre de 1968, dix mille postes ont été supprimés. Tous les jours, la presse régionale se fait l'écho de nouvelles fermetures. La petite usine de La Madeleine va, elle aussi, un jour prochain, avoir les honneurs de « la Voix du Nord » : un faire-part de décès perdu dans la masse, un faire-part tragique pour la centaine de femmes qui depuis des années y tissent le coton.

Salaires féminins, salaires d'appoint, dit-on souvent. C'est, en tous les cas, totalement faux pour les ouvrières du textile. La femme travaille parce qu'elle est seule ou parce que le salaire du mari ne suffit pas et qu'il faut payer les études des enfants : « Pour qu'ils n'aient pas la misère qu'on a eue, nous », comme me l'explique cette mère de six enfants.

Les femmes de l'usine de La Madeleine se répartissent en deux groupes : des gamines de seize à vingt ans (célibataires ou mariées avec un seul enfant confié à la grand-mère) et les vieilles dont les enfants déjà grands peuvent se débrouiller tout seuls. Les autres, les mères d'enfants en bas âge, très souvent, ne peuvent pas travailler ; le nombre de crèches et de garderies est trop insuffisant. Les deux générations se côtoient sans problème, parce qu'à dix-huit ans comme à cinquante, elles ont le même destin.

Certaines petites ouvrières, blondes et fines, jolies malgré l'absence de soins et de maquillage, ont l'air de très petites filles à côté de femmes sans âge, sans formes, aux visages chiffonnés. Promptes à plaisanter quand elles sont entre elles, elles ont ou auront les mêmes problèmes. Celle-ci qui a cinquante

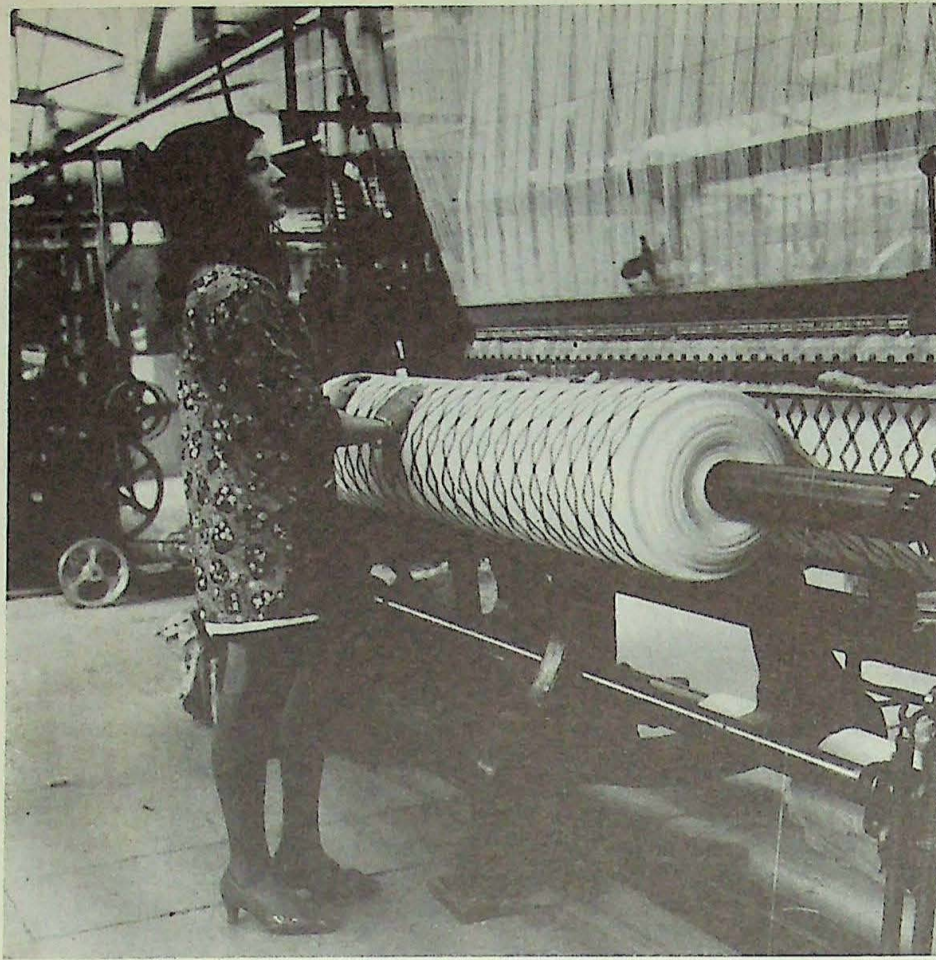
ans, quatre enfants, sans avoir été jamais mariée, à cause de la promiscuité, de l'ignorance et de la misère et celle-là, dix-huit ans, visage angélique et régulier, qui n'est pas mariée non plus et qui est enceinte de trois mois. Cette autre de cinquante-quatre ans, le mari malade et au chômage, « continueuse à filer », à 3,75 F de l'heure, qui court inlassablement autour du métier pour rattacher les fils qui cassent et sa jeune voisine, dix-huit ans, enceinte, un enfant d'un an, un mari au service, bobineuse à 3,13 F de l'heure.

Mariée, 41 ans, petite, maigre, brune, quatre enfants, divorcée, deux cents francs de pension alimentaire, gagne elle aussi 3,13 F de l'heure : « On fait huit heures par jour. Je suis bobineuse, je mange sur place à l'usine : des tartines, avec quelquefois du pâté. Pendant longtemps, on n'avait pas le droit de s'arrêter pour manger. Maintenant, on a une pause d'un quart d'heure, à condition que la production ne s'arrête pas. »

Renée, 48 ans, six enfants. Son mari est invalide : pas tout à fait assez pour être pensionné par la Sécurité sociale, trop pour travailler. « Aux allocations familiales, on m'a dit : « Choisissez. Ou c'est lui, ou c'est vous, mais il faut que l'un des deux travaille ». Lui, ça le tuerait. Je le sais. Alors je suis repartie à l'usine, comme avant la naissance de mon premier. Je gagne 3,10 F de l'heure. Mon mari s'occupe de la maison, il lave, il repasse, il fait la cuisine. Ça l'humilie et il souffre parce qu'il ne rapporte pas un sou à la maison. Le médecin a mis sur sa feuille : paresseux, pourrait travailler. Le pauvre, il en a pleuré. « Cache-la, m'a-t-il dit, surtout que les gosses ne la voient pas. »

Comment licencier sans payer

Ce sont ces femmes-là, avec tous leurs problèmes, toute leur fatigue, qui devaient recevoir leur lettre de licenciement. Mais les lettres ne sont jamais parties. Licencier, ça coûte cher. L'ouvrière du Nord est fidèle : il y en a qui travaillent à l'usine de La Madeleine depuis plus de trente ans et le



Collombert

chiffre des indemnités pouvait être élevé... L'opération n'était pas rentable. Une nouvelle décision a été prise : « Tout le monde sera reclassé dans l'usine de Wasquehal. »

Le reclassement, c'est un problème qui se pose tous les jours dans une industrie textile désuète où la concentration est la principale chance de survie. De 1966 à 1967, huit cents entreprises ont fermé leurs portes. D'après les dernières estimations, la modernisation de l'industrie du textile réclamerait la fermeture de 300.000 entreprises sur 500.000. Dans les faits, du 1^{er} janvier 1967 au 29 février 1968, il y a eu 4.546 licenciements dans quarante-neuf entreprises. Résister à ce processus de concentration, par ailleurs irréversible, serait vain, mais il a démarré sans que, sur le plan social, on ait tenté d'en prévenir les effets immédiats (1). Certes, la modernisation d'une industrie s'accompagne en général d'une diminution des emplois et il serait inutile de s'engager dans des combats d'arrière-garde. Mais il ne faut pas négliger les problèmes humains, conséquences directes des décisions d'ordre économique.

On entre là dans un domaine où règne l'irrationnel, et l'exemple de l'usine de La Madeleine ne l'illustre que trop bien. Tout le monde sera reclassé dans l'autre usine. C'est vite dit ! En réalité, la direction sait parfaitement que plus de la moitié du personnel ne suivra pas et cherchera à se reclasser à La Madeleine ; un quart seulement suivra, mais s'empressera de quitter l'usine dès qu'un nouveau travail se présentera, plus proche du domicile. Quant aux quelques ouvriers qui resteront, on trouvera bien à les reclasser quelque part...

Mais l'essentiel est qu'il n'y ait

pas d'indemnités à payer. Tout s'est donc bien passé...

Pour bien comprendre la manœuvre il faut connaître la mentalité des ouvriers du Nord. Un reclassement quinze kilomètres plus loin, cela est ennuyeux pour un Parisien, pour l'ouvrier de Lille et de ses environs, c'est un bouleversement difficilement acceptable. Faire plusieurs kilomètres pour se rendre à son travail lui semble une brimade. « Nous ne sommes pas habitués », explique-t-il. Et c'est vrai. Autrefois, dans les charbonnages comme dans les textiles, les salariés étaient logés sur les lieux mêmes de leur travail par les employeurs qui avaient construit pour leurs ouvriers de véritables petites cités (les sinistres courées pour le textile et les corons pour les mines). Les bouleversements économiques ont transformé cette situation.

Le trajet La Madeleine-Wasquehal, lorsque pendant des années on a travaillé tout près de son logement, lorsqu'on commence sa journée le matin à cinq heures, lorsque les cars ne démarrent qu'à six heures, ce trajet-là paraît insurmontable. « Le patronat organise théoriquement un ramassage des ouvrières par cars spéciaux, explique cet ouvrier de 62 ans. Mais quand on veut comprimer le personnel, au lieu de le licencier officiellement, on supprime les cars. C'est une tactique vieille comme le patronat. Les trois quarts des ouvrières ne peuvent plus venir. Elles perdent leur emploi et il n'y a pas d'indemnités à payer. » La fermeture de plusieurs puits et la concentration des entreprises ont cependant contraint ces dernières années les travailleurs à se déplacer de plus en plus : 45.000 doivent actuellement faire un grand nombre de kilomètres pour se rendre à leur travail.

Le phare de l'existence

Le reclassement à Wasquehal, outre des problèmes pratiques et matériels, entraîne aussi, chez les ouvrières, un réel bouleversement sentimental. L'ouvrière du Nord fait preuve, à l'égard de son usine, d'une fidélité quasi animale. L'usine, c'est en patois, « le gros balo », la grande cheminée. « Quand l'ouvrier a perdu son gros balo, il a perdu le phare de son existence » dit un des notables de La Madeleine. Dans le Nord, on dit « mon usine » comme on dit « ma maison ».

L'usine Agache Williot ferme ses portes : « J'en suis suffoquée, affirme cette vieille ouvrière de 54 ans. Cela faisait 33 ans que j'y travaillais, c'était un peu notre seconde maison, on y était chez nous. Ah ! quand on a su... Je vous jure... Il y a eu des larmes. » Les jeunes, si elles n'éprouvent pas ce déchirement, ne sont pas moins inquiètes. Beaucoup sont du Pas-de-Calais. Ce sont les « filles des mines ». Ils sont 21.000 garçons et filles, à venir des régions minières travailler dans les textiles.

Des gamines qui n'ont pas 18 ans. Elles commencent à 5 heures du matin et travaillent jusqu'à 1 heure de l'après-midi. Tous les matins, elles se lèvent à 3 heures, grimpent dans de vieux cars brinquebalants et font plus d'une heure de trajet sur des routes étroites, boueuses, cahoteuses, pour atteindre l'usine. Le lundi matin, on les voit dans les ateliers avec leur robe de fêtes, parce qu'après le bal du dimanche soir, elles n'ont pas eu le temps de se coucher. Beaucoup de patrons ont créé des « foyers de jeunes filles » près de l'usine où habitent les jeunes ouvrières pendant la semaine. Lorsqu'on veut faire des compressions de personnel, on ferme le foyer. La majorité des filles ne vient plus. C'est plus pratique et plus rapide que des licenciements officiels.

Car la menace du chômage, du licenciement est sans cesse présente. C'est dans le textile que l'on compte en France les trois quarts du chômage partiel. La main-d'œuvre féminine, sans formation professionnelle (huit jours « sur le tas » sont suffisants pour apprendre le métier), ignorante (le Nord et le Pas-de-Calais sont sous-scolarisés : 60 % des jeunes n'atteignent jamais le niveau du certificat d'études), abrutée de fatigue, ne comprend pas ce qui se passe. Leurs mères, leurs grand-mères étaient déjà ouvrières dans

le textile, reprisaient leurs chaussettes tout en surveillant les métiers et les machines.

Emancipation ou esclavage

Pourquoi tout d'un coup ne veut-on plus d'elles ? Pourquoi sont-elles obligées de changer d'usines, de villages ? Pourquoi les choses vont-elles si vite ? Ballottées de-ci, de-là, inconscientes des bouleversements économiques qui s'abattent sur leur région, ces femmes, sans ambitions, sans espoirs, sont dépassées par les événements. Leur destin, c'est l'usine. Elles n'espèrent rien d'autre. Elles ne rêvent à rien d'autre : « Rêver ? On n'a jamais rêvé, dit Jocelyne, 18 ans, deux enfants. On devient grande, on va à l'usine, parce qu'il faut travailler. C'est tout. »

L'adolescence ? Pour la plupart des petites filles des mines, c'est un mauvais moment à passer. Dès qu'elles le peuvent, elles se marient, en espérant ainsi échapper à une vie professionnelle pénible. Elles vivent dans un monde clos, replié sur lui-même. Les autres les toisent, les « filles des bureaux », les vendeuses, les sténos : « Mes parents m'ont dit : « L'usine, c'est pas ta place, c'est la racaille qui y va », raconte Françoise, 21 ans, vendeuse dans une quincaillerie. Mais les ouvrières, elles, aiment leur usine, malgré tout « Dans un bureau, nous ne pourrions pas vivre. »

Toutes n'ont cependant qu'un souhait : ne plus travailler, rester chez elles, s'occuper d'une maison, d'un homme, de leurs enfants. Le travail en tant que libération et émancipation de la femme ? Elles ne comprennent pas, elles ne le peuvent pas. Elles ne vont pas au travail pour se réaliser, pour s'exprimer, pour s'épanouir, elles y vont pour pouvoir manger et payer leur charbon. Elles n'ont pas le choix. Choisir, rêver, réfléchir, ce sont des verbes qu'elles ne savent pas conjuguer, parce qu'on ne leur a jamais appris, parce qu'elles n'en ont jamais eu ni l'occasion, ni le temps. Lorsque l'usine, un beau jour, ferme ses portes, elles restent là, hébétées, désespérées. Seules, quelques femmes (bien rares), militantes syndicalistes, ont commencé à réfléchir et à se demander : pourquoi ?

Mais, perdues dans la masse, personne n'entend leur question.

(1) Lire à ce sujet : « Le Nord » de Juliette Minces. Ed. Maspéro.



Défense de Vincennes

Pierre Gautier

Vincennes a mauvaise réputation. Le lecteur moyen de la grande presse se représente sans doute ce centre universitaire expérimental comme un nid de guêpes, comme un nid d'affreux « gauchistes », qui ne rêvent que plaies et bosses, déprédations et destructions.

Est-il besoin de dire que la réalité est différente ? Certes, la majorité des étudiants y est favorable aux idées révolutionnaires, les enseignants pour leur plus grande part s'y réclament du marxisme, mais cela n'empêche pas qu'on s'y pose beaucoup de problèmes sérieux :

— Comment lutter contre l'université de classe ;

— Comment lutter contre l'idéologie dominante ;

— Comment préparer les étudiants à un travail intellectuel révolutionnaire.

On ne peut pas dire que tous ces problèmes aient trouvé leur solution. Vincennes ressemble beaucoup à une faculté classique. Mais ce qui a déjà été réalisé dans certains secteurs du centre ne pouvait manquer de susciter l'hostilité de nombreux milieux conservateurs. En outre, tout le monde universitaire savait que la majorité des étudiants et des enseignants n'entendait pas apparaître comme les soutiens d'une expérience-pilote à la sauce Edgar Faure. Aussi, n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que les attaques

se soient multipliées ainsi que les menaces :

Les attaques qui venaient du P.C.F. — principal soutien de la politique Edgar Faure — ont en particulier violemment hérissé bon nombre d'étudiants et ont favorisé des réactions souvent démesurées. Sous l'influence de groupes comme « La gauche prolétarienne », les communistes — seule force organisée à défendre à Vincennes l'université conservatrice — ont commencé à être caractérisés par certains étudiants comme les représentants du « révisionnisme fasciste » (curieuse catégorie politique !). Il s'en est suivi des incidents heureusement mineurs avec les étudiants et les enseignants communistes. C'est dans ce contexte qu'est arrivée l'affaire des élections. Le boycott était la ligne adoptée par la section du SNESup et le comité d'action, mais par suite d'une préparation politique insuffisante et de la négligence des rapports de force réels à l'échelon national, il prit la forme de sabotage des opérations électorales. Cela ne réglait rien, car le ministère exigea bien sûr de nouvelles élections. Dans tous les départements eut lieu alors une discussion sur l'attitude à prendre. Partout sauf en philosophie, la majorité se prononça pour une campagne massive en faveur du refus de vote sans entrave directe au déroulement du scrutin. Les éléments politiquement

les plus arriérés commençaient à être isolés et à perdre pied.

Mais le P.C.F., qui craignait sans doute une défaite écrasante pour sa politique, jugea bon de jouer les suppléants de la police du régime en envoyant son service d'ordre dans le centre. Cette provocation faillit faire tourner les choses au pire sur le plan politique — un affrontement sanglant entre communistes et étudiants qui eût été incompréhensible pour les travailleurs. Le sang-froid du SNE-Sup de Vincennes, de certains dirigeants du comité d'action ont permis d'éviter le choc le jour des élections. Mais il faut dire que l'affaire n'a pas encore renoncé à ses entreprises ; des matraquages d'étudiants, une attaque contre trois membres du B.N. de l'UNEF ont eu lieu à Vincennes entre le jeudi et le vendredi.

Le problème qui est posé aux étudiants et aux enseignants est de ne pas tomber dans le piège qu'on leur tend, sans pour autant capituler. Il faut maintenant qu'ils sachent expliquer ce qui se passe en réalité, tout en empêchant les éléments étudiants les moins politiques, les plus tentés par la rétorsion immédiate de travailler sans le vouloir pour le PCF et la droite. Vincennes ne peut pas, ne doit pas être un bastion isolé par rapport au front de lutte principal, celui des entreprises. □

Résolution de la Direction Politique Nationale

Le pouvoir gaulliste a voulu asphyxier le mouvement né en mai 68 ; mais c'est toute l'Université qui étouffe. Si l'on s'en tient aux actes et non aux paroles, on a vu se développer une répression globale sous des formes multiples :

1 — Les pratiques sélectives se sont renforcées à tous les niveaux, mélange des examens et de la notation continue, restrictions à l'entrée de certaines sections techniques ou secondaires, etc. ;

2 — L'administration locale, rectoriale, ministérielle s'est unifiée dans une même tendance à régler d'autorité les conflits pédagogiques ou disciplinaires (circulaires Faure et Alliot, exclusions d'élèves ou d'étudiants) ;

3 — Toute initiative un peu hardie apparaît comme un danger très grave pour l'ensemble du système ; elle se trouve vite gênée, sinon sanctionnée ;

4 — La participation a renforcé la pesée des forces capitalistes et de l'idéologie bourgeoise sous diverses formes ; elle a épuisé les éléments progressistes qui ont pu s'y trouver engagés, en les vouant trop souvent à perdre leur temps et leurs énergies dans des conflits mineurs et sans portée ;

5 — La liberté d'expression, de réunion et d'organisation n'est pas reconnue et la plupart des établissements restent fermés sur eux-mêmes.

L'intervention de la police a été la forme la plus visible de la répression. Mais il en est d'autres moins connues : les exclusions sous des prétextes ment. Ces agissements irresponsables d'absence ou d'insuffisance scolaire ; les appréciations négatives qui mettent en cause l'emploi des surveillants, des maîtres auxiliaires ou des adjoints d'enseignement ; la notation des enseignants (comme on vient de le voir dans l'Académie de Reims), etc.

Un tel climat ne favorise pas le développement d'actions conscientes et suivies, mais facilite l'explosion des réactions individualistes et nihilistes qui ont toujours existé dans le milieu étudiant et se couvrent aujourd'hui du masque du spontanéisme ou d'opinion prétendument prochinoise.

Il est nécessaire de poursuivre la lutte contre la loi Edgar Faure ; le refus de la participation demeure un mot d'ordre juste, mais des comportements tels que ceux qui se sont manifestés à Vincennes à travers les formes du boycott des élections aboutis-

sent à l'isolement total des luttes universitaires ; les travailleurs ne peuvent plus comprendre ; les forces traditionnelles de la droite et du Parti communiste peuvent alors jouer librement le développement du courant socialiste ; ils lui sont étrangers, ils lui sont contraires.

Les militants du P.S.U. mènent dans l'Université un combat politique offensif ; mais ils n'entendent pas utiliser d'autres arguments que ceux de la raison et de l'action. Il s'opposent à ceux qui ne craignent pas de mettre des méthodes discutables au service de leurs idées, même s'il s'agit d'idées socialistes. Mais ils condamnent également tout recours à des méthodes inadmissibles analogues à celles que le Parti communiste n'a pas craint d'employer à Vincennes en remplaçant à bon marché les appariteurs musclés du rectorat par des membres de son service d'ordre.

En raison de l'importance des luttes universitaires, le P.S.U. engage tous les militants et sympathisants concernés à participer aux stages d'été et aux réunions de rentrée du Parti, pour opposer à la politique du pouvoir une large mobilisation sur des objectifs socialistes. □

La lutte contre le stalinisme dans les entreprises

Jean Lièvin (Lutte Ouvrière)

Dans la conclusion de son article publié dans « Lutte Ouvrière », le camarade Rémy Grillault, de la rédaction de « Tribune Socialiste », écrivait que « l'heure est venue de dépasser l'optique étroite de la petite secte qui vit parasitairement de la critique du P.C.F. ».

S'il faut certes abandonner toute pratique sectaire dans le travail d'entreprise et se donner des objectifs propres, il est impossible par contre d'agir dans ce sens sans tenir compte, à chaque étape, de l'existence du mouvement stalinien, c'est-à-dire de dizaines de milliers de militants d'entreprises. Car le courant stalinien, représenté par le P.C.F., a une influence considérable sur l'ensemble de la classe ouvrière. Sur le plan politique, le Parti communiste apparaît comme le seul parti « ouvrier » et, sur le plan syndical, la C.G.T., dont l'appareil est entièrement aux mains du P.C.F., est de loin la centrale syndicale la plus importante. Ces deux caractéristiques suffiraient amplement à démontrer l'importance que doivent attacher les révolutionnaires aux militants du P.C.F. et de la C.G.T. De plus, aux yeux d'un nombre non négligeable de travailleurs, le P.C.F. reste un parti qui se réclame de la révolution d'Octobre et demeure, de ce fait, « révolutionnaire ». Mais c'est justement parce que la partie la plus combative de la classe ouvrière lui garde sa confiance que le P.C.F. a pu, depuis des décennies, jouer le rôle objectivement contre-révolutionnaire qu'on lui connaît et servir, à chaque crise sociale importante, de rempart à la bourgeoisie.

C'est ce qui explique aussi la hargne mise par le P.C.F. à combattre, physiquement au besoin, tous les courants qui se trouvent sur sa gauche, courants qui, en se développant, risqueraient de faire toucher du doigt à nombre de travailleurs communistes la contradiction existant entre leurs aspirations et la politique de leur parti.

La lutte contre le stalinisme consiste précisément à surmonter le barrage dressé par l'appareil entre les militants révolutionnaires et les militants communistes honnêtes.

La chose n'est pas toujours aisée car les révolutionnaires doivent apprendre à dialoguer avec les militants ouvriers communistes tout en continuant à critiquer la politique du P.C. dans les faits.

Le même problème se retrouve dans les entreprises, face à l'appareil de la C.G.T. puisque le P.C.F. n'a bien souvent d'existence réelle que grâce à cet appareil.

Et dans la situation actuelle, une des conditions essentielles pour que cette lutte soit efficace est que, face à l'appareil stalinien, le mouvement révolutionnaire soit capable de mettre sur pied son propre appareil, c'est-à-dire de se donner les moyens matériels et humains qui lui permettront d'intervenir.

Pour le groupe révolutionnaire d'entreprise la lutte contre le stalinisme se mène sur plusieurs plans. Il doit prendre systématiquement position sur tous les problèmes de la lutte quotidienne comme sur ceux de la lutte politique. Il s'agit par ce biais de montrer à l'ensemble des travailleurs, et par là même aux militants staliens, la valeur des idées révolutionnaires, mais aussi de faire la démonstration que les solutions proposées sont celles qui tiennent compte des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et non des intérêts de telle ou telle boutique, fût-elle révolutionnaire.

A ce niveau, la dénonciation de la collaboration de classes, telle qu'elle peut se manifester à l'usine, notamment au sein des comités d'entreprise, prend toute sa valeur. Mais il s'agit, plus que de critiquer des individus ou des organisations, de faire toucher du doigt le caractère négatif de pratiques réformistes qui entraînent les militants syndicaux à se lier, par le secret d'entreprise, au patron en cachant souvent nombre de décisions aux travailleurs, quand ce n'est pas à se transformer purement et simplement en gestionnaires de cantines.

D'autre part, il faut être conscient que la bureaucratie stalinienne a les mains d'autant plus libres que les travailleurs ont déserté les organisations syndicales. En l'absence de toute réunion syndicale régulière et de tout contrôle des travailleurs, les permanents agissent à leur guise. Les militants révolutionnaires doivent donc œuvrer au sein de la C.G.T. pour tenter d'animer une vie syndicale, c'est-à-dire pour obliger l'appareil à se soumettre au contrôle des militants de base. Et dans cette tâche il faut tenter de trouver l'appui des militants honnêtes de la C.G.T.

Mais, ce qui rend cette action particulièrement difficile, c'est que, dès qu'il est détecté, le militant révolutionnaire est mis à l'écart de toute activité syndicale, voire exclu.

Il ne garde alors que la possibilité, sur le plan syndical, de militer au sein d'une autre confédération, C.G.T.-F.O. ou C.F.D.T. Mais dans ces conditions il s'agira pour lui de tenter de poursuivre le dialogue avec les militants staliens et non d'agir au nom des intérêts de boutique de sa nouvelle centrale.

En liaison avec le problème de la défense de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire de la libre expression de toutes les tendances au sein du mouvement ouvrier, apparaît celui de la représentation ouvrière. Depuis 1945, les délégués d'atelier, élus démocratiquement par leurs camarades de travail, ont fait place, grâce à la loi du ministre « communiste » Ambroise Croizat, à des délégués élus par un scrutin de listes, listes que les seules centrales syndicales reconnues peuvent présenter. Ce monopole de fait des centrales syndicales sur la représentation ouvrière a été un moyen pour les staliens d'éloigner systématiquement de la fonction de délégués tous les éléments « pas dans la ligne » même si ces derniers jouissaient de la confiance de leurs camarades de travail. Il s'agit pour nous de combattre ce monopole afin de permettre aux travailleurs de choisir librement leurs représentants.

C'est pourquoi, chaque fois que c'est possible, l'organisation de

prélections dans les ateliers peut être un moyen de populariser cette idée, les sections syndicales étant mises en demeure de présenter sur leurs listes les délégués présentés par leurs camarades de travail, que ceux-ci soient ou non syndiqués.

Tout succès rencontré dans cette voie est un point de marqué contre l'appareil stalinien. Car que pourrait signifier même le « contrôle ouvrier » sur la production si les travailleurs n'ont pas la possibilité de contrôler leurs représentants ? Plus que des recettes bonnes à toutes les sauces ces quelques exemples ont surtout pour but de montrer que l'action des révolutionnaires ne se limite aucunement, pour reprendre l'expression du camarade Grillault, à une « radicalisation des objectifs immédiats » avancés par la C.G.T. ou le P.C.F.

Leur lutte contre le stalinisme consiste à détacher de ce combat les militants honnêtes mais trompés. Et un des moyens les plus efficaces de progresser dans cette voie est de faire continuellement la démonstration aux militants du P.C.F. que la politique des révolutionnaires a une résonance certaine dans la classe ouvrière parce que cette politique est la seule qui tienne véritablement compte de l'intérêt de l'ensemble des travailleurs. □

Lisez le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France

par

Michel Rocard

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"

Commandes à "Tribune Socialiste"
54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e
C. C. P. 58 26 65 - Paris

Prix 4 F. le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes

LA direction politique nationale ne s'était réunie depuis la campagne présidentielle que pour tirer les conclusions de la consultation du parti sur les consignes de vote pour le deuxième tour du scrutin. Réunie les 28 et 29 juin elle avait donc un programme chargé dont elle est venue à bout après deux journées de travail.

L'essentiel était de dégager globalement les conséquences de la relève du pouvoir gaulliste par l'équipe de Pompidou, de la situation présente du mouvement ouvrier et des responsabilités du P.S.U.

Il est de plus en plus clair pour tout le monde, en effet, que notre parti — en raison de la fermeté de ses options qui fait contraste avec les incertitudes (pour ne pas être plus sévère) des autres formations politiques de l'opposition — s'est attiré la confiance d'un nombre important de travailleurs qui attendent de lui des explications, des directives, des initiatives qui influenceront leur propre action.

Mais il est non moins évident que pour devenir un instrument efficace dans la lutte sociale et politique, le P.S.U. doit considérablement accélérer une évolution dont le point de départ a été son cinquième congrès.

Le P.S.U. est loin d'en avoir terminé avec l'édification de ses bases théoriques : Dijon n'était également qu'un commencement ; il doit aussi traduire ses op-

tions en ce qui concerne sa propre organisation, ses moyens d'action et de direction. Ce sera un des objets prioritaires du prochain conseil national.

La D.P.N. a en effet arrêté la date de ce conseil aux 21 octobre, 1^{er} et 2 novembre. Ce conseil doit être une étape importante dans la prise de conscience de nos tâches par tous les membres du parti mais il intéresse aussi tous ceux qui suivent avec intérêt l'action du P.S.U.

Déjà les travaux de la D.P.N. s'inscrivent dans l'axe de ce conseil national : au cours de la journée de samedi les membres de la direction se sont répartis entre 4 commissions.

La commission entreprise a préparé un certain nombre d'initiatives qui doivent donner un commencement d'exécution à notre action pour le contrôle des travailleurs, axe stratégique de la lutte des militants dans les entreprises industrielles mais aussi dans la production agricole et à l'université.

La commission enseignement-culture avait à faire le point des luttes universitaires contre la répression et contre la participation fautive, elle se devait aussi de dégager une ligne de conduite par rapport aux événements qui se sont produits à Vincennes ; enfin elle a fait accepter plusieurs décisions quant aux responsabilités du bureau national et à ses

La D.P.N. au travail

Jacques Malterre

relations avec la conférence nationale étudiante.

La commission internationale a présenté à la D.P.N. tout un projet d'organisation du secteur international du parti afin de donner une nouvelle impulsion à l'extension de nos relations avec les partis et organisations qui mènent à travers le monde des actions s'inspirant des principes proches des nôtres. Elle a également arrêté les premières décisions préparatoires à la campagne contre la reconduction du Pacte Atlantique et pour la reconnaissance du gouvernement révolutionnaire du Sud-Vietnam.

Enfin la commission implantation-propagande à laquelle s'étaient joints les responsables à la formation a établi un bilan de la campagne présidentielle en analysant les résultats électoraux mais aussi en procédant à un examen — parfois critique — des moyens et des méthodes de propagande utilisés pendant cette campagne.

Ensuite la commission a jeté les bases d'une campagne d'implantation qui devrait démarrer dès la rentrée de septembre afin de

traduire dans la pratique les grandes possibilités de développement dues à l'impact de la campagne présidentielle.

Les rapports des 4 commissions, la discussion des propositions pratiques, l'adoption après amendements des textes que publie dans les pages qui suivent « T.S. » devaient occuper une bonne partie de la journée de dimanche.

Mais auparavant le samedi en fin de journée et en soirée la D.P.N. était saisie du rapport politique.

Ce rapport lui-même comprenait une analyse de la situation politique présenté par J.-M. Vincent et R. Chappuis et une proposition de l'orientation commentée par Michel Rocard. Après un large débat, un groupe composé des deux premiers rapporteurs ainsi que de M. Bridier et Yvan Craipeau — qui avait lui-même établi un projet de résolution — établissait la résolution finale qui devait être approuvée dimanche après-midi ainsi que le communiqué remis à la presse.

Avant de se séparer la D.P.N. décidait :

— de tenir une session spéciale (comme l'été dernier), du 29 au 31 août ;

— de se réunir à nouveau en session normale, les 20 et 21 septembre ;

— de réunir les secrétaires fédéraux ainsi que les responsables fédéraux à la formation, et éventuellement les trésoriers fédéraux les 13 et 14 septembre (formation le 13, secrétaires le 14).

La direction politique est très consciente de la nécessité pour tous les membres du parti de souffler un peu après des mois de travail intense dans toutes les fédérations, mais elle sait aussi qu'il nous faudra redémarrer très tôt et très fort dès septembre, car le pouvoir, lui, ne chômera guère durant l'été et notre lutte doit aller de pair avec l'offensive générale de la réaction.

Se donner les moyens de mener efficacement cette lutte par l'approfondissement théorique, la formation de tous et l'action quotidienne, telle sera la tâche essentielle du parti à la rentrée avec la préparation du conseil national.

Nancy : affirmation d'une force socialiste

A Nancy, les électeurs devront encore voter dimanche prochain. Une fausse bataille, puisqu'elle se livrera entre les deux listes de droite arrivées en tête au premier tour, celle de l'U.D.R. (10.766 voix) et celle qui se borne à proclamer « Nancy capitale » (12.217 voix) sans définir les options qui seules lui permettraient de tenir cette promesse.

Le combat, pour nous, s'est joué au premier tour.

Et c'est un succès. Dans un contexte difficile puisque, la lassitude des élections aidant, sur 67.933 électeurs inscrits, seuls 30.060 Nancéens ont voté (29.246 suffrages exprimés).

Plus de 50 % d'absentions ! Et pourtant, avec 3.121 voix, soit plus de 10 % des suffrages, nous faisons notre meilleur score, puisqu'en 1968 nous avions atteint seulement 9,96 % des suffrages. Il ne s'en faut que

de 31 voix pour que nous égalions le P.C.F. (3.152 voix). C'est un rude coup porté aux prétentions hégémoniques du P.C.F. qui, dans les négociations préliminaires (avortées) avec le P.S.U., la S.F.I.O. et les radicaux, n'accordait que 4 sièges sur 28 au P.S.U. L'élection démontre aujourd'hui, une fois de plus, quel est le vrai rapport de forces.

Venant 15 jours après l'élection présidentielle, où

Michel Rocard n'avait obtenu que 4,40 % des suffrages, cette élection démontre aussi que les résultats aux présidentielles, faussés par des préoccupations de « vote utile » ne rendent pas compte du véritable impact des thèses du courant socialiste. C'est dans les luttes réelles, sur le terrain, qu'il se manifestera. A Nancy, dimanche dernier, il s'est déjà manifesté pour répondre à la campagne que

François Borella a menée sur les thèmes du courant socialiste.

Et huit jours plus tôt, il s'était également exprimé à Chambley, près de Nancy, où notre camarade Emile Randolet obtenait 7,20 % des suffrages lors de l'élection cantonale.

Deux résultats-tests, qui témoignent de la progression de notre audience parmi les travailleurs.

J. G.

Résolution politique

Les résultats des élections présidentielles, la venue au pouvoir de Georges Pompidou et la formation du gouvernement de coalition conservatrice présidé par Chaban-Delmas sont l'aboutissement de la crise du gaullisme, ouverte depuis plus d'un an. Le mouvement populaire de mai 68 avait montré au grand capital que le prestige du général de Gaulle ne suffisait plus à faire accepter par les travailleurs les mesures économiques et sociales antipopulaires imposées par une concurrence internationale accrue. Dès lors, il s'agissait pour lui d'éliminer de Gaulle tout en conservant l'essentiel des structures gaullistes, c'est-à-dire, la mainmise directe des grands intérêts financiers sur l'appareil de l'Etat. Avant même le référendum, après la crise monétaire de novembre, le général de Gaulle avait dû constater l'échec profond de son dessein politique. Renonçant à sa dernière tentative historique de constituer un impérialisme secondaire autonome, le capitalisme français devait s'aligner sur la politique américaine. La venue au pouvoir de Pompidou lève le dernier obstacle sur la voie du regroupement de toutes les forces conservatrices à l'intérieur en même temps que du regroupement des forces capitalistes européennes sous la direction hégémonique des Etats-Unis. Cette voie est celle de la réaction sociale. Elle est grosse de dangers pour la classe ouvrière, les salariés, les étudiants.

On peut juger par là du recul du mouvement ouvrier depuis mai 68. Alors qu'en mai 68 le régime était sur le point de s'abattre sous les coups des étudiants et des travailleurs, rassemblés dans le même combat, en 1969 c'est le mouvement ouvrier qui sert d'appoint aux forces bourgeoises.

Cette situation est la conséquence tragique des erreurs et des trahisons de mai 68. Le parti communiste français et les organisations réformistes social-démocrates en portent l'écrasante responsabilité pour n'avoir ni su ni voulu rejoindre le mouvement révolutionnaire des salariés et des étudiants pour l'avoir au contraire à la fois sous-estimé et freiné délibérément, pour se retrouver ensuite sur le ter-

rain familial des opérations électorales et développer, chez les travailleurs, les illusions électoralistes les plus dérisoires et les plus dangereuses.

Une victoire fragile

Mais la victoire bourgeoise n'est nullement assurée de durer. Les crises (nationales et internationales), analysées par nos thèses de Dijon, n'ont reçu aucun commencement de solution.

Il ne faut pas oublier que, trois ans après son élection de 1965, de Gaulle était sur le point de perdre le pouvoir devant le soulèvement de la rue et des entreprises. Il ne faut pas oublier que son septennat n'a duré que quatre ans.

Le nouveau régime va certes chercher à neutraliser les tensions sociales. Le démantèlement accéléré du secteur public et des derniers vestiges de la planification — dont la livraison par Chalandon de la construction routière et immobilière aux requins de la finance privée est un modèle exemplaire — va se traduire au début par une prospérité accrue du capitalisme affairiste, qui peut freiner dans l'immédiat le développement du chômage et permettre dans certains secteurs une augmentation des salaires, mais, à plus long terme, l'intégration accélérée du capitalisme français dans le système économique européen et atlantique ne peut que précipiter la concentration des entreprises, aggraver les menaces sur l'emploi, réduire la marge de manœuvre des capitalistes français, qui ne pourront à la fois donner satisfaction aux travailleurs et ramener leurs prix d'exportation à un niveau compétitif tout en conservant et en accroissant leur profit.

L'aggravation des contradictions du capitalisme en France et dans toute l'Europe conduit donc d'une façon inéluctable à l'extension de la lutte de classes, sous la forme de batailles pour l'emploi, pour les salaires, pour la réduction des heures de travail, contre la domination croissante du capitalisme sur les conditions d'existence quotidiennes des travailleurs. A ces

revendications, le capitalisme ne peut répondre que par la répression ou par des satisfactions apparentes, du type des accords de Grenelle, que la hausse des prix et la dépréciation monétaire viennent annuler, démontrant ainsi la nécessité de consolider les conquêtes matérielles par des revendications qualitatives en termes de pouvoir des travailleurs et de modification des structures.

Le débouché politique

C'est à partir de ces luttes que peut se développer un mouvement de masses capable d'utiliser les contradictions du régime pour en accentuer le déséquilibre et le renverser.

Tout dépendra des luttes ouvrières, des nouvelles formes et des nouveaux terrains qu'elles sauront choisir.

C'est pourquoi la tâche des forces socialistes n'est pas aujourd'hui de recoller les morceaux des coalitions électorales de 1965 et de se préparer aux batailles de demain avec les armes d'hier. Elle est de développer et de coordonner les luttes pour les rendre convergentes et leur donner une perspective politique : la prise du pouvoir. C'est sur le terrain de ces luttes et à la lumière des comportements de chacun dans l'action que se fera le regroupement nécessaire des forces socialistes.

Face au régime et à ses nouvelles orientations, les travailleurs font preuve aujourd'hui d'une très grande combativité. Dans les entreprises, les luttes contre la répression antisyndicale, contre la manipulation des salaires et des primes par le patronat, contre l'organisation capitaliste du travail, contre les atteintes à l'emploi (dans certaines branches) se sont multipliées ces derniers temps. Il se manifeste, ainsi, que le mouvement de mai-juin 1968 a laissé des traces chez les exploités de l'industrie.

Pourtant il existe un fossé profond entre cette combativité et l'expression politique du mouvement ouvrier et socialiste dans no-

tre pays. Le courant social-démocrate durement secoué par les élections présidentielles se déchire et se fractionne en chapelles multiples. Les uns sont de plus en plus tentés par le centrisme conservateur, les autres essayent avec des accents divers de reconstruire une gauche non communiste capable de traiter avec le P.C.F. sur un plan purement électoraliste. Dans les deux cas, les orientations défendues sont en porte à faux par rapport aux préoccupations réelles des éléments les plus décidés de la classe ouvrière et, de ce fait, les liens de la social-démocratie avec les travailleurs se distendent de plus en plus. C'est pourquoi il faut montrer clairement à tous les militants ouvriers, à tous les jeunes qu'une fausse conception du réalisme a entraînés dans le sillage de cette social-démocratie en crise, qu'ils ne peuvent trouver le chemin de l'engagement socialiste en perpétuant les équivoques, en limitant l'activité politique à des joutes électorales pour l'obtention d'une parcelle de pouvoir dans le cadre du régime capitaliste.

La critique par l'action

Le P.C.F., pour sa part, peut se prévaloir de sa très bonne tenue dans les élections présidentielles, grâce à la campagne rassurante de Duclos et à la récupération d'une partie des voix de la F.G.-D.S., il peut se prévaloir également de la solidité de son organisation et de la permanence de son implantation en milieu ouvrier. L'échec évident de sa stratégie parlementariste d'unité de la gauche ne lui impose même pas de révision déchirante de sa politique. Il lui suffit d'utiliser son poids électoral et son influence syndicale pour se présenter comme la force essentielle d'opposition de gauche tout en exerçant sur la social-démocratie une pression constante afin que ses principaux dirigeants se décident à reprendre la voie des alliances électorales.

De cette façon, le P.C.F. ne répond à aucune des aspirations qui se sont exprimées depuis mai 68 chez les travailleurs. Il reste essentiellement une force d'opposi-

tion passive au régime, une sorte de contre-société où peuvent se réfugier les exploités, mais qui, en aucun cas, ne pose la question du pouvoir d'Etat capitaliste et son corollaire, la question de l'hégémonie politique des travailleurs.

Les fonctions objectivement conservatrices du P.C.F. au sein du mouvement ouvrier et socialiste ont suscité, surtout depuis mai 1968, des critiques très violentes contre son révisionnisme ou sa social-démocratisation. Mais faute de dépasser le stade de la dénonciation abstraite, faute d'être devenue une critique pratique par l'action, par la confrontation, voire par la collaboration avec le P.C.F. sur des objectifs précis, celles-ci ont fini par dégénérer dans certains groupements spontanéistes (« gauche prolétarienne » par exemple), en thèses absurdes, — le révisionnisme-fascisme — justifiant des actions de commandos totalement inadmissibles pour les travailleurs. Il faut dire très clairement qu'on ne peut convaincre beaucoup de militants influencés par le P.C.F. de la nécessité d'une autre orientation stratégique qu'en leur offrant les moyens de mettre en pratique cette orientation sans rompre avec leur classe et leur milieu d'origine. La critique groupusculaire est une critique impuissante, elle doit faire place à une critique par le travail de masses et par l'organisation des travailleurs disponibles dès maintenant.

Nos responsabilités

La campagne du parti a permis une première affirmation du courant socialiste à l'échelle nationale. La candidature de Michel Rocard a prolongé en direction d'une grande partie des travailleurs les thèmes adoptés et les débats ouverts par le VI^e congrès du parti et autour de lui à l'occasion du VI^e congrès. La réalité de l'exploitation capitaliste a été montrée sur les terrains essentiels ; l'actualité du socialisme est apparue plus clairement.

Une perspective a été ainsi donnée aux forces sociales sans lesquelles le socialisme ne pourra se faire ; dans les entreprises, dans le monde agricole, dans l'université, de nombreux travailleurs, de nombreux étudiants savent mieux quels peuvent être le sens et le débouché de leur action.

Malgré des conditions difficiles, cette campagne a eu un impact certain sur l'opinion. La recherche du vote utile, les illusions électoralistes ont, certes, amené une partie de nos électeurs des consultations précédentes à voter pour Duclos, voire pour Poher (ex. : Côtes-du-

Nord), pour Defferre (ex. : Isère). Mais ces pertes ont été compensées par un afflux de voix ouvrières et populaires que la campagne abstraitement révolutionnaire de Krivine n'a pu attirer, et on a pu constater que le parti s'est mobilisé tout entier pour assurer la pénétration, chez les travailleurs, de nos conceptions. L'unité et la détermination du P.S.U. lui ont valu des gains importants en adhérents et en sympathisants.

Mais cette action n'a de sens que par son prolongement. La crise de la social-démocratie, le comportement électoraliste du P.C.F. ont renforcé le rôle du P.S.U. Le P.S.U. comme une organisation révolutionnaire qui a vocation d'exprimer la force collective des travailleurs. Le P.S.U. doit ainsi faire face à des responsabilités nouvelles dans le développement du courant socialiste.

Pour les assumer quatre conditions sont nécessaires :

1 - La rupture dans l'action, dans la pratique quotidienne, avec les stratégies équivoques de la S.F.I.O. et du P.C.F.

2 - La recherche de l'unité avec toutes les forces anticapitalistes dans une perspective révolutionnaire, ce qui implique une claire définition de la nature du pouvoir que l'on veut instaurer et le refus de toute hégémonie fondée sur le poids électoral lié au passé.

3 - La discussion franche et loyale avec le P.C.F. ; sa stratégie actuelle dans les entreprises, dans l'université, dans les régions ne peut qu'être combattue, mais le débat politique doit être poursuivi avec lui à tous les niveaux pour développer, parmi ses militants, la prise de conscience indispensable à la victoire finale du socialisme.

4 - L'effort pour regrouper tous les éléments du mouvement de mai qui entendent approfondir l'action qu'ils ont alors engagée non seulement contre le pouvoir gaulliste, mais contre le système capitaliste. Il s'agit à la fois des groupes qui se sont affirmés réellement par la lutte dans les entreprises et à l'université, et des éléments, un temps marqués par le poids des organisations traditionnelles, mais aujourd'hui disponibles qui refusent d'être réduits au silence et à l'impuissance.

Pour faire face à toutes les tâches, le P.S.U. doit poursuivre sa propre transformation, devenir un facteur d'organisation des luttes sociales et un instrument d'intervention dans tous les affrontements où sont impliqués les travailleurs. Il s'agit d'abord de poursuivre l'effort d'implantation dans les entre-

prises et d'orienter l'action des fédérations et des sections vers la compréhension et l'exploitation politiques des rapports de classes dans les régions et localités où elles travaillent. Par ailleurs, le parti doit développer à tous les niveaux un travail de formation théorique et pratique qui le rende capable de saisir les situations les plus diverses. Il a besoin pour cela d'organes adéquats, bulletins comme « P.S.U.-Documentation », d'écoles de formation et d'une revue théorique. L'objectif doit être de proposer progressivement et concrètement aux travailleurs et aux révolutionnaires le parti de type nouveau qui leur est indispensable.

Trois campagnes

Dans les mois qui viennent l'action du parti se développera selon les trois axes suivants :

1) **Pour le contrôle des travailleurs.** Dans l'industrie sans négliger les luttes quotidiennes pour les revendications élémentaires (salaires, cadences, etc.) le P.S.U. met en avant les revendications de contrôle ouvrier qui permettront aux travailleurs de les faire triompher et d'en garantir l'acquis : contrôle sur les conditions de travail, l'embauche et les licenciements, la formation professionnelle, la répartition des salaires, les décisions qui engagent l'avenir de l'entreprise... Les groupes et sections d'entreprises populariseront ces mots d'ordre qui permettent de réaliser l'unité d'action des travailleurs et de préparer de nouvelles offensives.

Le P.S.U. prendra tous les contacts politiques et syndicaux, nationaux et internationaux, pour parvenir à une définition plus précise de cette orientation, de sa signification pour le mouvement syndical, de sa traduction dans les divers secteurs. Il étudiera avec les autres organisations ouvrières la manière dont le contrôle ouvrier pourrait être imposé par une lutte conjointe des organisations politiques et syndicales.

Le P.S.U. lie à ces luttes celle des étudiants et des enseignants pour le contrôle des unités d'enseignement et celle des paysans travailleurs pour le contrôle des circuits de distribution.

2) **Contre la politique du profit dans les villes.** Le P.S.U. s'efforcera de mobiliser, par des actions concrètes, les travailleurs contre la politique de classe de la bourgeoisie en matière de logement (spéculation foncière, équipements collectifs sacrifiés), contre la remise progressive au secteur privé de biens des responsabilités d'équipement (santé, formation profes-

sionnelle, autoroutes, etc.). La direction politique nationale popularisera les actions menées sur ce plan dans le XIII^e arrondissement de Paris, sur les Halles, contre l'aéroport de Chavernay, à Grenoble, à Hérouville, à Sarcelles et dans bien d'autres endroits où ces actions ont recueilli une large approbation de la population.

3) **Pour le retrait du Pacte Atlantique.** Au moment où s'ouvre pour notre pays la période d'un an pendant laquelle il peut se retirer du Pacte Atlantique, le P.S.U. préparera une campagne pour exiger ce retrait. Il propose aux organisations socialistes révolutionnaires d'Occident une conférence pour coordonner cette action et en général la lutte à l'échelle de l'Europe. Il proposera aux organisations ouvrières françaises une action commune pour le retrait du Pacte Atlantique.

Les objectifs du Conseil national

Cette action doit être organisée à tous les niveaux sur la base du courant socialiste. Elle pourra notamment être prise en charge par des comités d'action socialiste régionaux réunissant tous ceux qui se situent dans la ligne des objectifs définis ci-dessus. Mais le parti tout entier doit être mieux à même de mener de telles campagnes, tout en poursuivant son action sur les autres terrains d'affrontement avec les forces capitalistes. C'est pourquoi le Conseil national du parti est convoqué à Paris le 31 octobre, les 1^{er} et 2 novembre 1969 pour étudier :

— les conditions nécessaires au développement du courant socialiste en fonction de la situation politique et de la stratégie du parti communiste ;

— le résultat des dialogues, débats et actions engagées avec les groupes de mai 68 afin de déterminer les perspectives de travail et de regroupement possibles dans la conjoncture présente ;

— les campagnes du parti face à la politique du pouvoir et du patronat ;

— l'organisation et les moyens d'action qui permettront au parti de faire face à ses responsabilités (formation, presse, secteur d'action, formes de direction du parti, etc.).

La D.P.N. se réunira les 20 et 21 septembre pour préparer les textes qui seront soumis à l'ensemble du parti en vue des délibérations du Conseil national.

Les intertitres sont de la rédaction.

Contrôle ouvrier

— Le contrôle ouvrier, axe stratégique fondamental du P.S.U. sur le terrain de la production industrielle (et qui ne peut être confondu avec d'autres batailles même contre l'université bourgeoise ou dans le domaine de la distribution des produits) est devenu un objectif compréhensible par une grande masse de travailleurs.

Mais, pour être réalisé de façon généralisée dans les entreprises, un certain nombre de conditions sont nécessaires :

1 - **Montrer plus nettement encore que c'est possible.**

A cet effet la D.P.N. donne mandat au bureau national pour réaliser une rencontre franco-italienne des travailleurs de la métallurgie à l'automne, rencontre **politique** permettant de populariser en France les expériences de contrôle ouvrier des métallos italiens (Fiat - Pirelli, etc.).

2 - **Répondre avec précision aux conditions concrètes de chaque industrie.**

L'objectif de contrôle a été aussi

précisé dans le cadre des luttes des cheminots, par des journées nationales Entreprise (métallurgie - chimie - Sécurité sociale - sous-sol).

Cette recherche de diversification et d'adaptation à chaque situation sera poursuivie.

3 - **Faire du contrôle ouvrier un objectif unificateur et le débouché politique des luttes revendicatives et répondre aux questions sur l'aboutissement de cette stratégie.**

— Pour répondre à cette attente, un centre d'étude sur l'autogestion sera créé (centre fonctionnant en liaison avec la commission nationale Entreprise) destiné à recueillir toutes les informations et à ouvrir un large débat sur ce sujet.

— Un groupe de travail sera constitué sous la responsabilité du B.N. avec la commission économique et la commission « entreprises » pour préciser l'action concernant le contrôle des travailleurs et préparer le rapport que le bureau national proposera à la prochaine D.P.N. □

Rectificatif

Maurice Bennassayag, responsable de la Convention des Institutions Républicaines, que Gilbert Hercet citait la semaine dernière parmi ceux qui étaient restés à la rencontre de Bagneux après le départ des représentants de la direction nationale de la C.I.R., nous prie de rectifier cette inexactitude. Il précise qu'il a suivi ses camarades par discipline, mais aussi parce qu'il en partageait les raisons politiques. □

Vietnam

La D.P.N. salue la constitution du G.R.P. du Sud-Vietnam comme une étape décisive dans la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain.

Elle se réjouit de voir enfin terminée la fiction du pseudo-gouvernement installé par les U.S.A. à Saigon. Le P.S.U. entend mener campagne pour la reconnaissance du G.R.P., seul représentant authentique des populations du Sud-Vietnam. □

Communiqué

La direction politique nationale du P.S.U. s'est réunie les 28 et 29 juin au siège du parti.

Quatre points figuraient à son ordre du jour :

- analyse des résultats électoraux ;
- bilan de la campagne pour le parti ;
- examen de la situation politique ;
- actions du parti et préparation du conseil national.

La D.P.N. a estimé que les résultats électoraux du second tour confirmaient son analyse du premier tour : regroupement des forces conservatrices, effondrement du courant social-démocrate, maintien du parti communiste sur des positions défensives qui le posent en interlocuteur du pouvoir mais n'exercent pas sur celui-ci une menace immédiate.

La D.P.N. considère que le refus de vote massif des travailleurs est un élément très positif de la situation. Elle marque un déclin des illusions électoralistes et signifie que l'opposition véritable va se développer sur un autre plan, c'est-à-dire sur le terrain des conflits économiques. A cet égard, le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas va s'efforcer d'obtenir une certaine détente sur le front social. Même s'il bénéficie à court terme de conditions favorables, l'impulsion donnée à la recherche systématique du profit dans tous les domaines et au développement de la concurrence dans le cadre européen et atlantique ne lui permettra pas de faire face durablement aux revendications des travailleurs.

Dans ces conditions, la tâche principale des forces socialistes n'est pas de préparer des regroupements électoraux mais de concourir au développement des luttes revendicatives en leur donnant comme perspective politique le déséquilibre du système et le renversement du régime pour l'instauration d'un pouvoir des travailleurs.

La D.P.N. voit dans les résultats électoraux du P.S.U. et surtout dans les adhésions nouvelles la confirmation d'une représentativité accrue et d'une responsabilité plus grande à l'égard du mouvement socialiste tout entier. Le P.S.U. s'efforcera d'y répondre en développant son action dans le pays dans trois directions principales :

- contre le renouvellement du Pacte de l'Atlantique-Nord ;
- pour le contrôle ouvrier dans les entreprises ;
- contre la mainmise capitaliste sur les équipements urbains.

Ces campagnes touchent des problèmes essentiels de notre temps qui sont aussi des points faibles du régime néo-gaulliste. Elles doivent permettre de regrouper dans l'action tous ceux qui veulent mener contre lui une lutte conséquente dans la perspective du socialisme.

La D.P.N. convoque le conseil national du P.S.U. pour les 30 octobre, 1^{er} et 2 novembre prochains afin d'examiner, à la lumière des actions communes entreprises, les perspectives de regroupement et de développement du courant socialiste ainsi que les moyens de travail nécessaires au parti. □

Objectif 300.000

Cette semaine c'est 21.000 F qui sont parvenus au siège du P.S.U. au titre de la souscription nationale. Le montant déjà recueilli atteint donc 114.000 F. On constate donc un certain ralentissement du rythme de la souscription, dû sans doute au fait que l'on se trouve à la veille des vacances.

Mais aussi bien, on voit mal à priori, lorsqu'on sera en plein dans cette période, comment la souscription pourrait être spontanément activée. Il reste donc quelques jours à tous nos militants et nos lecteurs pour répondre comme il convient à l'appel que nous leur faisons ici.

La campagne des présidentielles, quels qu'aient été les sacrifices des uns et des autres (et ils ont été considérables), a coûté 30 millions d'anciens francs. Il suffirait que chacun de nos militants, que les lecteurs de ce journal fassent l'effort de nous envoyer chacun 20 F, pour que l'objectif soit atteint et même dépassé.

Nous savons que pour bien des budgets, c'est un effort considérable que nous demandons. Pour beaucoup d'autres il doit être plus aisé. Encore faut-il le vouloir.

Si nous faisons avec insistance cet appel, c'est parce que nous sommes

chaque jour plus conscients des responsabilités du P.S.U., et qu'il n'est pas possible d'envisager le développement des luttes qu'il nous incombe d'animer, si les moyens indispensables ne sont pas dégagés.

Dans les mois qui viennent répétons-le, un immense effort de formation doit être accompli. La propagande du Parti devra être développée. « Tribune » engagera une bataille pour gagner de nouveaux lecteurs. D'autres tâches multiples nous attendent.

Il est donc indispensable que cet appel soit entendu.

Les dons peuvent être adressés à :

- C.C.P. P.S.U: 14 020 44 Paris.
- Par mandat à l'ordre du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15°.
- Par chèque bancaire, au nom de Daniel Frachon, P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15°.

Commission des Conflits

● Extrait du procès-verbal de la réunion du 29 juin 1969.
La Commission Nationale des Conflits réunie le 29 juin 1969 au siège du Parti.

Statuant sur la plainte du Bureau National contre A. Durez, 4^e section de Paris et J.-R. Chauvin, 5^e section de Paris.

Motifs :

1) Transmission à l'extérieur du Parti d'un document qui met en cause le B.N. et qui présente d'une manière falsifiée les pourparlers du B.N. avec la Ligue Communiste ;

2) Soutien public, lors de l'élection présidentielle de juin 1969, d'une candidature concurrente à celle de Michel Rocard, Secrétaire National du P.S.U..

Après avoir entendu :

1) Le rapporteur : R. Bresler ;

2) H. Leclercq, Délégué du B.N. ;

3) A. Durez et J.-R. Chauvin ;

4) Sur sa demande une délégation de la 5^e section de Paris composée de : J. Bufkens, G. Moatti, J.-C. Vessilier.

La 4^e section de Paris convoquée à sa demande n'a délégué aucun de ses membres. Considérant que les camarades A. Durez et J.-R. Chauvin appelant publiquement à voter, lors de l'élection présidentielle de juin 1969, pour un candidat concurrent à Michel Rocard, Secrétaire National du P.S.U., candidat du Parti, désigné par le Conseil National du 4 mai 1969.

La C.N.C., conformément à l'article 29 des statuts nationaux du Parti, prononce contre A. Durez et J.-R. Chauvin l'exclusion du P.S.U.

Le 29 juin 1969

Voté à l'unanimité

P.-S. Extrait de l'article 32 des statuts du Parti : toute décision d'exclusion prise par la C.N.C., statuant en premier ressort, est susceptible d'appel, dans le délai d'un mois à dater de sa notification, par le militant condamné, devant le Congrès National.

● La Commission Nationale des Conflits, réunie le 29 juin 1969 au siège du Parti,

Statuant sur la plainte du Bureau National contre David Weill, membre de la 2^e section de Paris, Conseiller de Paris.

Motif :

Soutien public d'une candidature, lors de l'élection présidentielle de juin 1969, concurrente à celle de Michel Rocard, Secrétaire National du P.S.U.

Après avoir entendu le rapporteur, A. Joublot,

Après avoir pris connaissance des circulaires, article « France-Soir » 20-5-1969, lettres personnelles diffusées par D. Weill, ainsi que de sa lettre adressée au Secrétaire et au Rapporteur de la C.N.C.

Considérant que D. Weill a pris position publiquement en faveur d'une candidature concurrente, lors de l'élection présidentielle de juin 1969, à celle de Michel Rocard, Secrétaire National du P.S.U., candidat désigné par le Parti par le Conseil National du 4 mai 1969.

Considérant que D. Weill a appelé publiquement à constituer des comités de soutien à la candidature Defferre-Mendès France, comités dont il assume les fonctions de Secrétaire Général.

Considérant que pour le deuxième tour de l'élection présidentielle, D. Weill a, contre les décisions du Parti, appelé publiquement à voter A. Poher.

La C.N.C., à l'unanimité, confirme la décision d'exclusion prise contre lui, à l'unanimité par la Commission Fédérale des Conflits de Paris le 29 mai 1969.

Le 29 juin 1969

Cours de vacances en coopérative

Pour une minorité, toujours la même, les carences de notre enseignement sont aisément comblées. Cours privés et « boîtes à bac » recueillent les enfants de la bourgeoisie. Avec beaucoup d'argent et un peu de patience, ils finissent par décrocher leur bac.

Mais les autres ? Ceux qui sont d'autant plus défavorisés que leurs parents n'ont ni le temps, ni souvent, les moyens intellectuels de les aider ?

Pour eux, la Fédération Nationale « Ecole et Familles » a mis en place deux sortes de services.

D'abord, tout au long de l'année fonctionnent, dans de nombreuses localités, les services d'entraide scolaire, animés par des enseignants et des étudiants qui apprennent aux enfants à organiser leur travail et leur

emploi du temps, et leur expliquent ce qu'ils n'ont pas compris à l'école.

En outre, pour ceux qui doivent rattraper un retard, il existe un cours de vacances par correspondance couvrant tous les programmes de la 8^e au baccalauréat, enseignement technique inclus. Les tarifs en sont particulièrement bas (entre 35 et 76 F) et susceptibles de réductions de 12, 20 et 30 % en fonction du revenu familial.

C'est qu'il s'agit d'une association sans but lucratif, qui fonctionne en coopérative gérée par les enseignants et les parents. De plus, à l'issue de chaque saison, ce sont les usagers qui font la critique du fonctionnement du cours et proposent les améliorations à envisager.

En l'absence d'une démocratisation

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h).

EDITIONS DU SEUIL

- LES POLICIERS PARLENT, de Michèle Manceaux 16,00 F
- LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel 7,50 F
- LA C.G.T., d'André Barjonet 4,50 F
- INTRODUCTION A UNE POLITIQUE DE L'HOMME, d'Edgar Morin 4,50 F
- HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE de Léon Trotsky (2 tomes) 19,00 F
- LA CRISE DU FRANC, de V. Volcouve 6,00 F
- LE P.S.U., de Michel Rocard 4,50 F
- DEVELOPPEMENT ET SOCIALISME, de René Dumont 24,00 F
- LE JAPON : 3^e GRAND, de Robert Guillain 24,00 F
- LA FARCE ELECTORALE, de Krivine 5,00 F

EDITIONS MASPERO

- A.B.C. DU COMMUNISME (2 tomes), de Boukharine 12,30 F
- PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE, de Ch. Bettelheim 6,15 F
- LE PILLAGE DU TIERS MONDE, de Pierre Jalée 6,15 F
- ROSA LUXEMBURG : Œuvres 1 et 2 (2 tomes) 12,30 F
- DEMOCRATIE ET CONSEILS OUVRIERS, de M. Adler 9,90 F

EDITIONS ANTHROPOS

- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, de N. Boukharine 15,00 F
- LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, de N. Boukharine 20,00 F

CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

- LES PROBLEMES DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE 12,00 F

EDITIONS PLOIN

- J'EN APPELLE A 100.000 HOMMES, de Jean Coin 18,00 F



LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e C.C.P. 58 26 65

réelle de l'enseignement, impossible dans le régime actuel, « Ecole et Familles » s'efforce ainsi de compenser l'injustice qui frappe les enfants des travailleurs.

Pour tous renseignements, écrire à « Ecole et Familles », 54, bd Garibaldi, Paris-15^e. Tél. : 273-00-35. □

Réunion

Dans le cadre de la bataille de l'information, la section d'Epinay-sur-Seine, sous l'égide du T.J.T. (Théâtre Jeunesse Travail), vous invite à assister à la projection du film de Roger Louis « Certifié exact, à propos d'un référendum » le vendredi 4 juillet à 21 heures à Epinay-sur-Seine, Centre Social, place d'Oberursel (cité d'Orgefont). Autobus 154-138-254. □

Cahier de formation

La fédération du Rhône vient d'éditionner un cahier de formation, série « initiation à l'économie », sur l'analyse du capitalisme.

Le cahier est disponible à Tribune Socialiste, C.C.P. 58 26 65, Paris.

Prix : 1,50 franc l'exemplaire.

Le premier cahier de formation « introduction au marxisme » est toujours disponible au même prix. □

De l'utilité avant toute chose

A l'heure où les Français ayant cru voter « utile » avaient encore tout loisir d'apprécier le style « fair play » des candidats de l'ordre établi (coups bas, manchettes et autres horions n'étant là qu'accessoires naturels ajoutant aux roueries déjà passablement vicieuses des prétendants au pouvoir), tandis que les deux champions endormaient l'électorat français par des subtilités surannées sur le motif des

polices parallèles et les différentes questions du pouvoir judiciaire, « T.S. » se préparait à ouvrir ses colonnes à deux jeunes hommes vivant en R.F.A. : un jeune Français et un jeune Allemand non moins écoeurés l'un que l'autre par les pratiques du système. Ce témoignage franco-allemand donne à entendre à nos lecteurs, quelles étranges résonances peut rendre le mot « démocratie » pour le peu qu'on en ait préa-

lablement confié les fondements aux spécialistes de l'« utile » (ici made in Germany). Cet article peut, de plus, susciter une réflexion à ceux qui nous soupçonnaient hier de confondre le Rhin avec la Muraille de Chine : tout ce qui se passe en Europe ne saurait laisser indifférents les jeunes socialistes de notre temps.

Louis Henry

Justice politique et répression

Pierre Bontemps et Klaus Kamper

Le 6 décembre dernier, la cour d'assises de Berlin acquittait l'ancien assesseur du tribunal populaire national-socialiste Rehse, responsable personnellement de nombreux meurtres. Le juge Oske légitimait la sentence par une allusion aux lois d'urgence votées l'an passé en R.F.A. : tout Etat ayant recours à des peines extraordinaires dans des situations exceptionnelles, Rehse n'avait fait que son devoir en se conformant à la législation d'exception en vigueur sous le Troisième Reich.

Dans le même temps s'engageait une série de 2.000 procès contre les manifestants de Pâques 68 et quelques jours plus tard la social-démocratie présentait à Bonn un projet de loi sur la « prison préventive ».

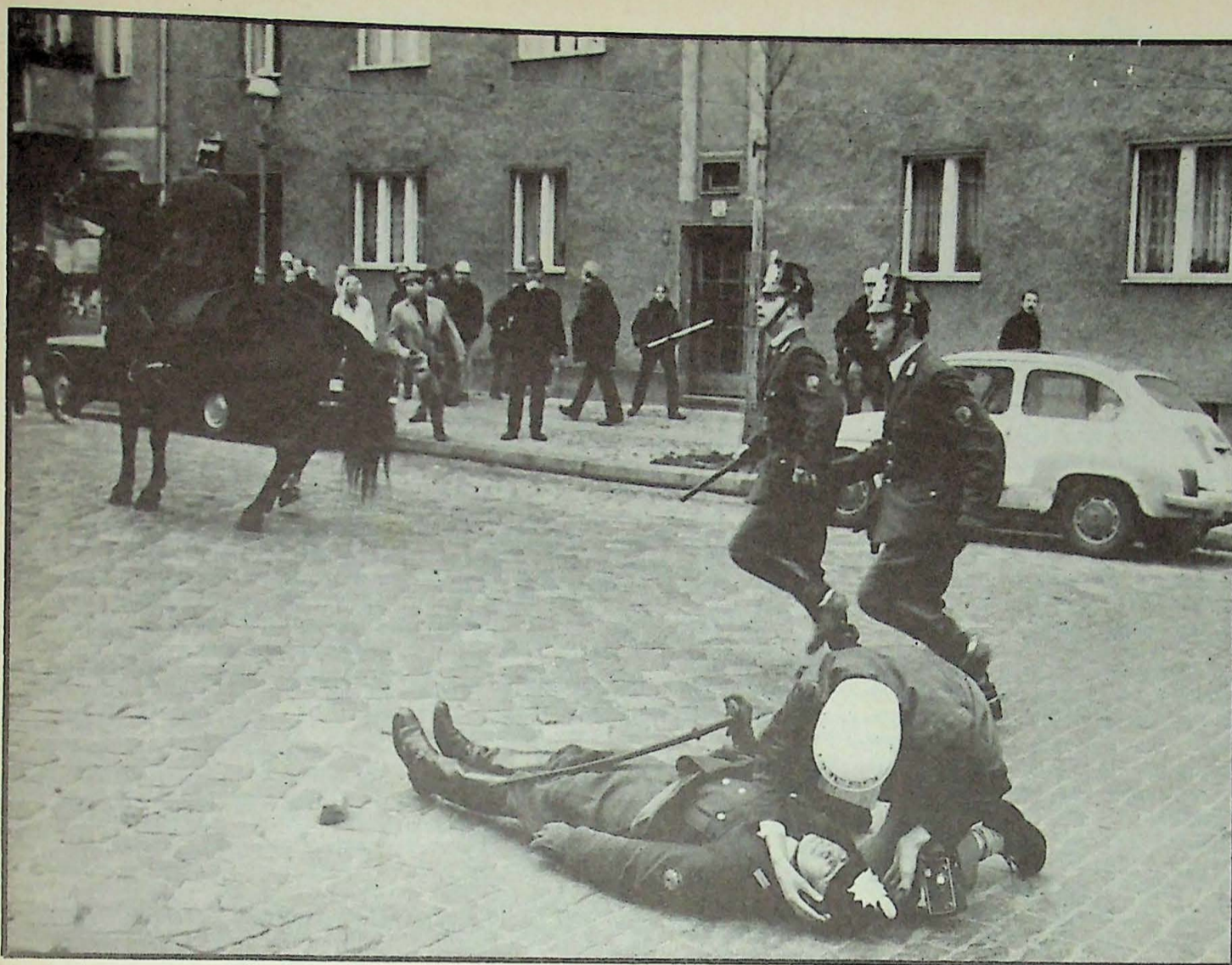
Face à ces faits, il nous a paru important de montrer aux lecteurs de « T.S. » le rôle joué par la justice politique en R.F.A. Pour cela, il a été nécessaire de remonter à l'interdiction du P.C.A. (KPD) en 1956 et à ses conséquences sur la vie politique en R.F.A.

La restauration et la lutte anticommuniste avant l'interdiction du KPD

Au lendemain de la capitulation de l'Allemagne fasciste, le Conseil de contrôle allié avait supprimé du code pénal allemand tous les paragraphes portant sur les délits politiques. Ce code pénal, qui remonte à 1871, avait été en particulier « enrichi » par le Troisième Reich d'un titre sur les « atteintes à la sûreté de l'Etat », qui dépassait, et de beaucoup, le cadre des activités subversives « traditionnelles » telles que la haute trahison, l'insurrection ou le coup d'Etat. C'est à ce titre que la justice avait pu poursuivre des actions qui relevaient de la vie politique normale, mais étaient jugées subversives, sans pour autant menacer concrètement la sûreté de l'Etat.

En 1951, à l'époque de la guerre de Corée, ces paragraphes sur les délits politiques ont été réintroduits dans le code pénal ouest-allemand. Il s'agissait pour la R.F.A. de se donner les moyens

légaux d'emprisonner tout citoyen poursuivant des activités politiques non conformes. De nouveau en Allemagne, toute activité politique dont la justice pouvait seulement penser qu'elle se développerait un jour dans un sens contraire à la loi pouvait être poursuivie au nom de la raison d'Etat. Pour justifier pareille conception de la sûreté de l'Etat, on retrouvait de 1936 à 1950 les mêmes arguments. En 1936, Freisler, président du tribunal populaire nazi, écrivait : « Le droit criminel porte son champ de bataille en avant. » Et Gürtner, ministre de la Justice du Reich : « Le droit criminel futur portera plus en avant la ligne de défense de l'Etat. » Dans le premier projet de loi de 1950, les juristes de la R.F.A. précisèrent ces images militaires en ces termes : « L'Etat moderne ne peut se limiter pour sa protection aux règlements classiques et partiellement dépassés sur la haute trahison. Il a besoin de nouveaux règlements qui portent sa ligne de défense plus en avant. » (Protocole du Parlement fédéral, n° 1307 1. lég.)



Grâce à cette réglementation, les tribunaux ouest-allemands s'en prirent aux communistes, mais surtout aux adversaires du réarmement allemand, de l'intégration de la R.F.A. dans l'O.T.A.N., aux partisans de la reconnaissance de la R.D.A. La R.F.A. voulait interdire tout échange entre les deux Allemagnes et éliminer toute opposition en période de guerre froide.

L'interdiction du parti communiste

Dès 1951, peu après la conférence de Paris qui avait préparé l'entrée de la R.F.A. dans la Communauté européenne de défense, le gouvernement Adenauer entamait une enquête sur le parti communiste allemand (KPD) et en demandait l'interdiction auprès du Tribunal constitutionnel fédéral. L'interdiction du parti fut prononcée le 17 août 1956, peu après l'introduction dans la loi fondamentale d'articles sur le réarmement et peu avant l'introduction du service militaire obligatoire. Elle fut justifiée par le recours à l'art. 21 de la loi fondamentale, qui permet une interprétation extensive du rôle des partis politiques : rien n'y précise en effet ce qu'est l'« ordre fondamental libre et démocratique » contre lequel le KPD était censé s'être employé et qui est aujourd'hui devenu le cliché de tous les discours officiels.

Cette décision du Tribunal constitutionnel est à mettre en rapport avec l'article 90a du code pénal dans sa forme de 1951. Cet article prévoyait qu'un « meneur » ne pou-

vait être condamné pour avoir fondé ou soutenu un parti qu'après l'interdiction dudit parti. Le KPD une fois interdit, on pouvait donc se permettre d'en arrêter tous les anciens membres et sympathisants. Le 21 mars 1961, le Tribunal constitutionnel reconnu, mais un peu tard, que ce paragraphe était anti-constitutionnel, puisqu'il légalisait la pénalité rétroactive. Il avait toutefois permis d'organiser, de 1956 à 1961, une vague de procès contre des communistes et des non-communistes, « pour activité en faveur d'une organisation anticonstitutionnelle », sans que l'on se fût jamais soucié de savoir à quand remontait cette activité ; avant ou après l'interdiction ?

Ces procès frappèrent surtout les anciens militants du KPD que la seule mesure d'interdiction n'eût pas permis d'appréhender. Parallèlement et en rapport avec l'interdiction de 1956, la justice s'en prit dès 1957-1958 à tous les communistes au assimilés comme tels — anciens ou nouveaux venus — qui continuaient la lutte dans la clandestinité. On fut condamné pour avoir soi-disant créé des « organisations de remplacement » du KPD ou utilisé des organisations existantes aux fins du KPD. Pour faciliter la juridiction, un nouveau § 90a fut introduit le 5 août 1964 dans le code pénal. Il visait à punir toute personne qui « poursuit les activités d'un parti interdit ou crée une organisation de remplacement ainsi que toute autre qui soutient semblable organisation de remplacement ». Or, dès 1961, le 3^e Sénat de la Haute Cour de Karlsruhe avait précisé ce qu'il fal-

lait entendre par là : « Une organisation de remplacement est une association de personnes qui, au lieu du parti dissous, poursuit ou veut poursuivre en tout ou partie, pour un temps court ou long, au niveau local ou régional, ouvertement ou clandestinement, les buts anticonstitutionnels immédiats, à moyen terme ou à long terme de ce parti. »

Concrètement, cela signifiait que les membres d'une organisation communiste de la R.D.A. — syndicat ou parti, organisation de jeunesse, de sport ou autre — pouvaient être arrêtés, dès qu'ils mettaient le pied en R.F.A. Le Dr Grasnich, rédacteur à la radio est-allemande, fut ainsi arrêté en R.F.A. alors qu'il venait assister à un procès politique comme observateur. Cela signifiait aussi que tout citoyen de la R.F.A., se rendant à une réunion d'une quelconque de ces organisations de la R.D.A., soutenait aux yeux de la justice ouest-allemande une « organisation de remplacement du KPD » et pouvait faire l'objet d'une procédure d'instruction criminelle. Une interprétation extensive du terme de « sympathisant » permettait même de s'en prendre à ceux qui critiquaient l'interdiction du KPD.

En entravant ainsi les relations entre R.F.A. et R.D.A., la justice politique contribuait à renforcer la guerre froide et à éliminer l'opposition de gauche. Syndicalistes, communistes, sociaux-démocrates, professeurs, etc., furent poursuivis non pour des actes concrets, mais pour simple **délit d'opinion**. Un exemple, parmi d'autres, montrera

qu'on avait bien affaire à des procès d'intention en même temps que d'opinion. Lors du procès intenté aux dirigeants du **Comité pour la consultation du peuple** (plus tard **Comité contre la remilitarisation et pour la signature d'un traité de paix**), l'un des accusés s'entendit déclarer par le procureur général de la Haute Cour : « Vous n'êtes ici que parce que vous avez pris la lutte contre la remilitarisation comme prétexte, afin de poursuivre d'autres buts que vous n'avez pas exprimés ici aussi clairement que la lutte contre la remilitarisation. » Le procès d'intention commence bien là où on ne juge plus une personne pour ce qu'elle a fait, mais pour ce qu'elle est censée avoir pensé ou avoir voulu faire.

A partir de 1961, la justice considéra que toute personne qui, d'une façon ou d'une autre, soutenait des idées ou des buts communistes contrevenait à l'interdiction du KPD. La formule rituelle était alors : « Se range aux aspirations, hostiles à l'Etat, du KPD. » L'application de ce système permit d'interdire à tout ancien communiste ou communiste potentiel de participer à la vie politique du pays. On ne citera ici que le cas de l'ancien député communiste K. Schabrod, de Düsseldorf, condamné à 2 ans de prison pour avoir fait acte de candidature en 1961 au sein de l'**Association électorale communiste**. L'abus est ici particulièrement patent, si l'on songe que la loi de 1956 avait interdit le KPD comme organisation, mais n'interdisait à personne de s'intéresser à l'idéologie communiste. De plus, le marxisme, en tant qu'idéologie, est objet de science et opinion, par conséquent couvert par l'article 5 de la loi fondamentale sur la liberté d'expression.

Le 18 février 1964, le Sénat pour les affaires politiques de la Haute Cour entreprit de réduire cet abus : « Nul ne doit être empêché d'exprimer une critique politique parce que le SED et le KPD disent la même chose. » Mais on reprit d'une main ce qu'on avait donné de l'autre ; dans le même texte, on peut lire en effet : « On conclura qu'une personne soutient le KPD, si, non seulement, elle poursuit les mêmes buts, mais si le moment où elle formule sa critique (...) coïncide de façon frappante avec le moment où le SED et le KPD expriment la même critique. » En octobre 1968, une dernière « amélioration » a été apportée, mais celle-ci ne modifie pas les délits d'organisation. Il est simplement désormais exclu qu'un citoyen de la R.D.A. soit poursuivi en R.F.A. pour appartenance à une organisation communiste de son pays, et il est également possible d'importer des publications de la R.D.A.

L'étendue des procès

Il n'existe pas de données précises sur le nombre des procès politiques en R.F.A. : le gouverne-

ment fédéral n'a publié à ce sujet que peu d'informations. On peut estimer à 150.000 environ les procédures d'instruction criminelle à sujet politique jusqu'en 1961. Selon d'autres sources, ce chiffre serait pour les années 1951-1963 de 200.000 procédures frappant environ 500.000 personnes. Depuis 1964, le gouvernement fédéral publie des statistiques, mais celles-ci demeurent fort imprécises :

1964 : 9.289 procédures (haute trahison, atteinte à la sûreté de l'Etat).

1965 : 7.361.

1966 : 6.661.

Ces statistiques ne disent rien sur le nombre de personnes ainsi mises en cause, une même procédure concernant en général plusieurs personnes. Elles ne disent rien non plus des cas qui n'arrivent quasi jamais à la connaissance du public, comme surveillance du courrier, confiscation de journaux de la R.D.A., etc.

Ici, une comparaison s'impose : au 1-1-1964, la justice n'avait pas engagé plus de 13.000 procédures contre des criminels de guerre nazis !

L'agitation étudiante et les nouveaux procès.

Si, jusqu'en 1967, il avait été possible de poursuivre les opposants indésirables à l'aide d'une juridiction particulière, il n'en fut plus de même avec la naissance du mouvement étudiant de contestation. Les formes nouvelles du combat politique, comme le pratiquaient les étudiants, déroutèrent une machine habituée à des cas plus classiques. A cela s'ajoutait qu'il fut aussi un temps où le mouvement étudiant jouissait d'une base suffisamment forte pour n'être pas complètement isolé. Si le SDS n'a pas été finalement interdit, c'est sans doute parce qu'on redoutait plus la vague de solidarité qui aurait suivi son interdiction que les activités mêmes qu'il poursuivait.

Afin de paralyser le mouvement extraparlémentaire né de la révolte étudiante, la justice eut alors recours aux normes habituelles du droit criminel, normes pourtant dépassées et dont Heinemann déclarait récemment, dans une interview à la *Frankfurter Rundschau* (8-3-69), qu'« il faudrait les mettre en harmonie avec les droits fondamentaux ». Les chefs d'accusation portés contre les manifestants dans les 2.000 procès en cours ou en préparation ne sont pas de nature politique. Il ne s'agit que d'atteintes à la paix du Land, de violations de domicile, de dégâts matériels, d'émeutes ou d'incitations à l'émeute, etc. Accusations accablantes pour des actes souvent anodins qui, en fait, découlent quasi normalement d'une manifestation et ne sont passibles de la justice que parce qu'on ne les subordonne pas au droit à la manifestation.

En faisant de manifestants politiques des délinquants de droit commun, la classe dirigeante vise à isoler ceux-ci dans l'opinion, pour ensuite pouvoir mieux les anéantir.

Il fallut toutefois constater qu'il n'était pas possible de réduire l'agitation étudiante par des procès. Les étudiants regroupés autour du SDS, du SHB (social-démocrate) et du LSD (libéral) réussirent à porter la contestation jusque dans les tribunaux et à se donner ainsi une nouvelle plateforme d'agitation. Lors de sa conférence extraordinaire de septembre 1968, le SDS lança — tant bien que mal — une campagne contre la justice, dans le but de dévoiler son caractère de classe. Cette campagne semble aujourd'hui avoir surtout créé un certain malaise parmi les jeunes juges.

A Francfort, un juge, récemment nommé, ne sut se tirer d'une situation désagréable qu'en administrant des peines disciplinaires (amendes ou de 1 à 3 jours de prison) pour atteinte à la dignité du tribunal, c'est-à-dire pour toute réponse par lui jugée insolente. Dans un premier bilan des procès de Francfort, la *Frankfurter Rundschau* constatait à cette occasion (26-2-69) que le tribunal s'était transformé en une salle de classe où le professeur se fait chahuter.

Il ne faut pas, toutefois, se faire d'illusions : la campagne lancée par le SDS a été aussi une réaction improvisée d'autodéfense, d'où une mauvaise préparation face à une machinerie judiciaire avec laquelle on n'avait pas assez compté. Quand des juges désarçonnés ou vexés en viennent à infliger des peines sans commune mesure avec la nature du délit, bien sûr, la relativité des jugements est dévoilée, mais elle ne l'est vraiment que pour les déjà convaincus. L'opinion publique, elle, ne marche pas. Que Beate Klarsfeld soit condamnée à un an de prison pour une gifle individualiste au chancelier Kiesinger, quand l'assassin de Benno Ohnesorg, le policier Kurras, est acquitté, cela crée un certain malaise, mais cela ne conduit pas à une réelle prise de conscience politique.

Conformément aux principes d'autorité qui régissent la société ouest-allemande, c'est peut-être encore davantage des actions de quelques juges progressistes qu'on peut attendre le plus large écho dans l'opinion publique. Ainsi, la décision du juge Berroth, d'Esslingen, de ne pas ouvrir la séance du tribunal, au cours de laquelle un manifestant devait être jugé pour avoir participé au blocus de la *Bild-Zeitung* le 11-4-68. Eu égard à la situation exceptionnelle née de l'attentat contre Rudi Dutschke, le juge Berroth estime que le droit des citoyens à manifester prime la tranquillité et l'ordre sur la voie publique. Il concluait ainsi : « Et puis, finalement, qu'importe que la distribution d'une publication comme la *Bild-Zeitung* ait été retardée

de quelques heures en comparaison de la nécessité pour le citoyen d'exprimer son refus de la concentration de la presse et de son dik-tat sur les consciences. »

Dans un autre procès, un juge de Cologne se récusa, parce que le procureur lui avait rendu visite plusieurs fois avant le procès, pour lui faire comprendre que, pour un manifestant, l'acquittement n'était pas souhaitable.

A l'activité de la justice traditionnelle, s'ajoute, pour les étudiants, la répression de la juridiction interne des universités. Un étudiant condamné une première fois par un tribunal civil se voit souvent puni une seconde fois par le conseil de discipline de son université : les peines vont alors de l'avertissement à l'exclusion de séminaires, la non-reconnaissance de semestres d'études, la suppression des bourses ou même l'exclusion pure et simple. Les différents Länder sont en train d'élaborer des réformes qui visent, entre autres, à reconnaître aux recteurs et aux doyens, comme en France, des pouvoirs policiers. Les premières exclusions ont été prononcées, par exemple à Marburg, contre l'étudiant G. Nolle. Raisons : « A perturbé par ses remarques et ses questions différents séminaires ou cours et ainsi contraint un professeur à interrompre son cours. » Mais là ne s'arrête pas la volonté du pouvoir. Il est désormais question de « prison préventive ».

La prison préventive ?

Le 11 décembre dernier, le député social-démocrate Hirsch communiquait à Bonn que la SPD venait de mettre au point un projet de loi sur la « prison préventive », en vue de mieux organiser la lutte contre la criminalité et contre la délinquance juvénile. A ce jour, le droit allemand prévoit encore que seuls les inculpés soupçonnés de vouloir se soustraire à la justice ou d'obscurcir à dessein leur affaire peuvent être emprisonnés avant leur jugement.

Soupçonnée de vouloir fournir au gouvernement le moyen de réduire l'opposition extraparlémentaire, accusée de suivre les traces du Troisième Reich, la SPD insista sur le fait qu'elle n'envisageait la prison préventive que pour les personnes qui ont été déjà condamnées une première fois et dont les agissements entraîneraient inévitablement, d'après la législation en vigueur, une peine d'au moins 9 mois de prison. Dès le 12 décembre, la CDU sautait sur l'occasion de rappeler qu'elle avait déjà déposé un projet de loi semblable devant le Parlement en 1964, et la CSU lançait une surenchère en proposant d'établir la prison préventive, sans restriction, pour toute personne soupçonnée de vouloir contrevenir à la loi. Pareille clause générale permit jadis au Troisième Reich de construire ses camps de concentration. Elle est en tous les cas anticonstitutionnelle, car un ca-

talogue des actes répréhensibles serait alors pour le moins nécessaire.

Chacun se défendit de vouloir frapper les opposants politiques, on ne parlait que des « blousons noirs », des gangsters et des « rockers », nouveaux boucs émissaires de la presse Springer. Mais, fin janvier, le préfet de police SPD de Berlin-Ouest, K. Hübner, déclarait devant le Bundestag que la prison préventive devrait également servir à lutter contre les « criminels qui veulent cacher leur crime sous le manteau d'apparentes convictions ». Il ajoutait, dans une interview accordée à la *Frankfurter Rundschau* (30-1-69), qu'il convenait de distinguer entre les citoyens qui usent de leur droit à manifester et ceux qui abusent de la liberté démocratique en vue d'actions criminelles. Eu égard à la criminalisation des manifestations politiques, comme il a été montré plus haut, il est évident que la prison préventive vise, sous le couvert moral de la lutte contre le gangstérisme, l'opposition politique de gauche telle qu'elle s'est constituée au sein du mouvement extraparlémentaire.

Conclusion

Un nouveau parti communiste s'est constitué en RFA, le DKP, mais le KPD est toujours interdit. Issu de négociations secrètes entre le KPD et le ministère fédéral de la Justice, le DKP semble ne rien devoir tout d'abord redouter. Mais le gouvernement fédéral fait toujours planer l'idée d'une interdiction comme « organisation de remplacement du KPD ». Même s'il ne songe pas à interdire un parti qu'il vient juste de tolérer, il entend ainsi isoler le nouveau parti qui, contraint d'exister sous la menace permanente d'une interdiction, ne pourra avoir qu'une action limitée et réformiste. Procédé peu démocratique qui doit, en période électorale, intimider les électeurs. Car qui donnera sa voix à un parti qui, demain, peut être interdit ?

Pour ce qui est du vote par le Parlement fédéral d'une loi sur la prison préventive, les déclarations de l'ancien ministre de la Justice et nouveau président de la République, Heinemann, peuvent être jugées rassurantes, du moins provisoirement. Si l'on peut estimer avec un certain optimisme que cette loi ne verra pas le jour sous Heinemann, on ne doit pas toutefois oublier que le seul fait de proposer une loi semblable, après le vote en mai dernier des lois d'urgence, est symptomatique. Cela montre une fois de plus que la RFA s'efforce chaque jour davantage d'assumer la continuité juridique du Troisième Reich. Et si cette loi ne devait pas être votée dans 5 ans, elle pourra toujours l'être dans 10. Le gouvernement fédéral peut penser qu'il a le temps : il a attendu 10 ans, mais, au bout de ces 10 ans, il a obtenu des lois d'urgence. □

Une banlieue en développement

E.-J. Dumay

Dès qu'une agglomération de banlieue compte 3.000 habitants, pour peu que le site s'y prête, que la jeunesse y soit nombreuse, et que les transports en commun de la grande ville proche s'arrêtent tôt, une vie culturelle locale devient possible et nécessaire. C'est le cas de Talant, commune résidentielle de la banlieue Nord-Ouest de Dijon, avec ses quartiers neufs entourant le vieux village perché depuis le XIII^e siècle sur sa butte, 100 mètres plus haut.

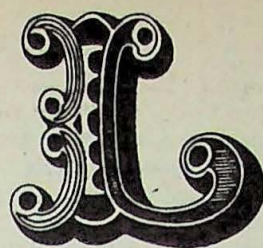
En pleine transition, la commune a gardé ses coutumes campagnardes en même temps qu'elle développe ses activités culturelles comme n'importe quel quartier urbain. La société de boules connaît toujours son succès au milieu des vieux noyers de l'esplanade gazonnée de neuf, les parties de quilles, vestige vénérable et pittoresque, rassemblent encore jeunes et vieux le jour de la

fête patronale, et l'on met toujours en perce à cette occasion un tonneau de vin du pays — autre reliquat. La fanfare enfin, plus vivante que jamais, promène ses flonflons parmi les pavillons neufs, au grand étonnement des populations de citadins à qui plus personne ne donnait jamais l'aubade.

La nouvelle municipalité n'a pas voulu sombrer dans la facilité des défilés carnavalesques ou autres élections de reines. Une équipe de conseillers municipaux aidée de jeunes gens et de personnes de bonne volonté, a permis d'abord à une Maison des Jeunes et de la Culture de voir le jour, il y a plus d'un an, et ce sont les locaux tout neufs du Foyer communal — une vieille demeure du XVII^e siècle — que le conseil municipal met désormais à sa disposition.

D'autres conseillers, aidés d'architectes, d'hommes de

théâtre et d'un secrétaire de mairie très averti en matière culturelle, décidaient d'exploiter le site local pour rendre hommage et dignité à leur village en donnant sur place des spectacles populaires de qualité auxquels tous seraient conviés et même associés lors des répétitions. C'est ainsi que sont nés les « Soirs de Talant », simple appellation l'an dernier, société déclarée en préfecture cette année. L'an dernier en plein air, Maurice Massuelles, animateur d'une troupe amateur d'excellente qualité, Les Tré-taux de Bourgogne, avait donné « Il ne faut jurer de rien » de Musset et « L'ABC de notre vie » de Jean Tardieu. Malgré le déficit relatif de l'opération, cette année ce mini-festival que veut remplir son rôle local sans singer les grands tout proches. — Les Nuits de Bourgogne — propose un programme plus étoffé dont l'élaboration a été conduite avec sérieux et un grand esprit critique. □



IVRES

La planification socialiste en question

Quand on se considère comme assez ignorant des problèmes de la planification, c'est avec une certaine appréhension qu'on entame la lecture de ce volume du centre d'études socialistes (*).

Il s'agit d'un compte rendu de débats sur le thème de la planification socialiste. Les divers rapports et les discussions qui les suivent permettent de mieux pénétrer et aussi de mieux comprendre les ambitions et les limites des expériences en cours : soviétique, allemande, tchèque, yougoslave, etc. La critique de ces expériences est assez serrée dans le but de dégager des orientations permettant une efficacité et une rigueur scientifique plus grandes. Quoi qu'il en soit, au bout de la confrontation, aucune solution miracle n'est apportée. Car il n'y a pas de modèle idéal de planification socialiste. Ce sont les réalités du lieu et du temps qui doivent, pour une grande part, guider les choix. Autrement dit, la planification est et demeure avant tout une question politique importante.

C'est cela qui se dégage de la lecture de ce livre avec autre chose d'également essentiel pour le militant socialiste. C'est la démonstration qu'il ne suffit pas d'ajouter le qualificatif socialiste derrière le mot planification pour que tous les

problèmes soient résolus. De ce livre, au langage parfois difficile et au style lourd des tables rondes, il ressort que la planification est un important thème de débat à la fois théorique et pratique ; débat qu'il faudra bien avoir à tous les niveaux du mouvement socialiste pour étayer ses propositions. Telle est la conclusion que peut dégager de cette lecture le non-spécialiste des problèmes de planification.

Celui pour qui le sujet a moins de mystères y trouvera également son compte, en particulier dans deux débats : celui sur la théorie du calcul économique rationnel et la décentralisation de la planification, et celui sur la loi de la valeur, le calcul économique et la planification.

Ce travail du centre d'études socialistes est une importante contribution à l'avancée de la réflexion socialiste. Il fallait le faire. □

* Les problèmes de la planification socialiste, 223 pages, 12 F. Cahiers du centre d'études socialistes. Débat avec :

Jean Benard, Henri Denis, Ernest Mandel, Jean-Marie Vincent, Yves Durrieu, Joseph Fisera, Manuel Bridier, Yvan Craipeau, Arghiri Emmanuel, Michel Guttelmann, Pierre Naville, Gérard Sender, Katia Solamito

DÉBATS

La 14^e section P.S.U. de Paris, en vue de préparer les actions à mener à la rentrée, organise une série de débats tous les mardis du mois de juillet à 20 h. 30, au siège du parti, 81, rue Mademoiselle, sur les thèmes suivants :

Mardi 1^{er} juillet :

- Nature du P.C.F. et rapports P.C.F.-P.S.U.
Base sociale, stratégie, conférence de Moscou.

Mardi 8 juillet :

- Bilan des campagnes depuis le 6^e Congrès
Référendum, deux tours des présidentielles.

Mardi 15 juillet :

- L'appareil d'Etat et les problèmes de la prise de pouvoir
Quelle stratégie ?

Mardi 22 juillet :

- Action dans les « entreprises » :
Peut-on s'implanter à Paris ? Vers quelles couches orienter prioritairement notre action ?

Mardi 29 juillet :

- La section : quelle pratique ?
Base locale, organisation, adhésion, etc.

Mardi 5 août :

- Existe-t-il encore un mouvement de mai ?

Ces réunions seront animées par des militants du parti ayant des points de vue différents sur les sujets abordés.

Tous les militants et sympathisants de la région parisienne sont invités à y participer.

Aménagement du territoire et développement régional

Il nous faut signaler ici sans tarder la parution du deuxième volume de « Aménagement du Territoire et développement régional » que publie l'Institut d'Études Politiques de Grenoble (1).

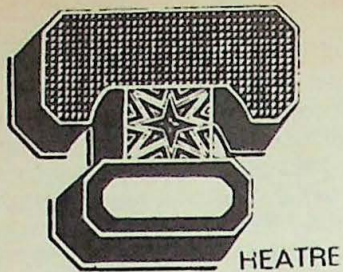
Nous reviendrons plus tard, sur cet important ensemble d'études, et notamment sur les travaux de J.L. Quermonne sur le thème « Autonomie Régionale et Unité Nationale » et de J. Antoine sur « la préparation régionale du VI^e Plan ».

Mais il nous faut souligner

l'intérêt exceptionnel de l'ensemble de l'ouvrage qui contient une mine de renseignements, et fait le point sur les multiples aspects de l'aménagement du territoire en France, ainsi que sur quelques expériences étrangères.

Un ouvrage de base indispensable pour tous ceux qui sont attachés aux problèmes de l'urbanisme et des collectivités locales et régionales. □

(1) Un fort volume 753 pages, 70 F. Documentation Française.



Conçu par les enfants pour les enfants

Dominique Nores

Il y a trois ou quatre ans, on ne savait presque rien du travail de Catherine Dasté, et l'audience lui était mesurée. Aujourd'hui, quatre des pièces, qu'elle a écrites en collaboration avec des enfants de différents coins de France, se jouent ou vont être remontées. Après la pénurie, c'est le trop de demandes qui fait problème. « Les comédiens, dit Catherine Dasté, se lassent de jouer plus de cinquante, soixante fois la même chose. Pour la comprendre, il faut avoir vu Glomoël et les pommes de terre dans une salle comme celle du T.O.P. pleine d'enfants, et s'être rendu compte de la prestation de soi qui est demandée au comédien qui, tout à la fois, tient son rôle, tient la pièce que l'interruption des jeunes spectateurs risque de dérythmer et reste constamment offert de niveau avec son public, dynamique et ductile, retrouvant avec lui le plein sens du jeu ensemble et de la fête.

Au point de départ, il ne s'agissait que d'imaginer des pièces faciles à transporter et à jouer devant les spectateurs

des petits bourgs. Catherine Dasté et quelques comédiens animaient en effet les « Tré-taux » de Saint-Etienne. Ils pensèrent que l'imagination des enfants pouvait les aider. Ils firent une première tentative avec les élèves de la Roseraie, une école de Dieulefit très ouverte au renouvellement des méthodes pédagogiques. Les Musiques magiques sont nées de cette première expérience.

D.N. — Aviez-vous d'avance une idée de ce que pourrait être l'apport des enfants ou procédiez-vous par tâtonnement ?

C.D. — Au début, le directeur de la Roseraie, Michel Small, a écouté pour nous et enregistré toutes les histoires que les enfants inventaient. Nous avions proposé un thème vague : deux musiciens quittaient un cirque et partaient sur les routes. Très vite, nous nous sommes aperçus qu'aucune invention spontanée ne pouvait passer au

théâtre dans son état brut. Aussi, sur cette base de l'invention spontanée, des personnages et des schémas d'action qu'elle avait fait naître, nous avons, nous, comédiens, avec la collaboration des enfants, construit un scénario.

D.N. — Vous proposez toujours un thème initial ?

C.D. — Non, seulement cette fois-ci, et pour *L'Arbre sorcier*, parce que je n'avais qu'un mois pour le préparer. Quand j'ai plus de temps, comme c'était le cas pour *Glomoël et les pommes de terre* et pour *Tchao et Lon-né*, je me garde au contraire d'orienter par avance l'imagination des enfants afin que tout vienne d'eux.

D.N. — Peut-on les considérer, dans ces deux cas, comme les véritables auteurs de la pièce ?



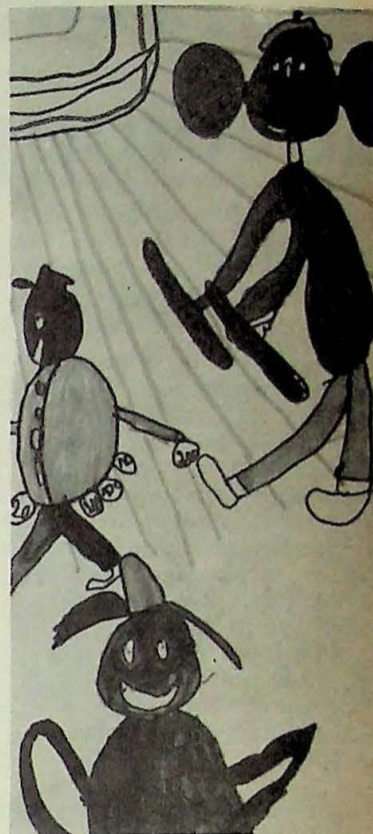
C.D. — Ce n'est pas si simple. Jusqu'à présent, je n'ai jamais pu prendre une histoire exactement comme ils l'ont imaginée. Je ne dis pas que ce n'est pas possible. Mais jusqu'ici cela n'est pas arrivé. Les histoires qu'ils racontent sont très décousues. J'ai beaucoup de mal à leur faire garder dans l'esprit le fil du récit qu'ils ont eux-mêmes choisi. Des épisodes se greffent sur la trame initiale. Nous en retenons certains. Ainsi, le spectacle est le produit de plusieurs histoires, qui peuvent être inventées par des groupes d'enfants différents.

Le but premier n'est d'ailleurs pas d'obtenir un scénario de théâtre. Pour cela, il suffirait de prendre à part deux ou trois gosses particulièrement imaginatifs et le travail irait très vite. Le but est pédagogique. Il faut que toute la classe participe.

Dans une classe, il y a toujours le cas de l'enfant timide ou malheureux qui n'a jamais parlé et qui se met à raconter tout haut des choses auxquelles il tient. Il est très important qu'il puisse le faire, que des plus doués ou des plus hardis n'étouffent pas sa voix. Cela peut ne pas se produire tout de suite ; il faut savoir attendre. Mais quand cela se produit, l'épanouissement qui en résulte, et qui est un épanouissement sur tous les plans, celui de la classe et celui de la vie, est irréversible.

Cette expérience est également très importante pour les autres enfants qui apprennent à écouter leurs camarades, à respecter leur manière d'inventer, leur réflexion, leur univers mental. Elle peut d'ailleurs déborder le cadre d'une classe : une des classes de Sartrouville, avec laquelle nous avons préparé *Tchao*,

était une classe de rattrapage, sans programme fixe, et disposant de beaucoup de temps. Les enfants ont inventé des histoires assez terribles, reflet de leurs propres difficultés à vivre et qu'il n'était pas question de retenir. Nous leur avons raconté *Tchao et Lon-*



Né que d'autres classes mettaient au point et ils ont été emballés. Ils en ont fait un spectacle de marionnettes, pour lequel ils ont tout construit, le castelet et les poupées.

D.N. — Est-ce que, de Glomoël à Tchao, vous avez le sentiment d'une expérience qui se répète ?

C.D. — Pas du tout. J'ai préparé *Glomoël* pendant un an dans une école de garçons de Ménilmontant, où j'allais une fois par semaine dans une seule classe. Pendant un trimestre, ils ont inventé librement. Puis, est venu le moment du choix et de l'organisation. Enfin, pendant tout le dernier trimestre, ils ont joué en classe des épisodes, et j'ai enregistré leur improvisation. Sur ce point, j'ai été déçu. Nous n'avons pu garder qu'une réplique.

Quant à l'expérience d'où est sorti *Tchao*, elle a porté sur dix-neuf classes, et intéressé presque tous les groupes scolaires de Sartrouville. Jusqu'ici, je n'avais travaillé qu'avec des instituteurs qui faisaient une large part à l'invention libre, en particulier des instituteurs partisans de la méthode Freinet. Le but, ici, était de prendre contact avec d'autres instituteurs.

Si c'est une classe Freinet qui, ici aussi, a servi d'entraî-

neur, six cents enfants ont participé à la création de Tchao. Quand nous avons commencé à répéter, ils sont venus suivre le travail.

D.N. — Que connaissent-ils déjà du théâtre ?

C.D. — Pas grand chose. Et c'est bien ainsi. Nous nous

prestidigitateur muet qui se rend à Liverpool et celle des pommes de terre énormes qui obstruent rues et port, il y a celle des mères qui gagnent le pays des sèches anglaises dans l'espoir d'y migrer. Le monde adulte est saisi par le sens du détail drôle, la cocasserie naturelle de l'en-

A écouter

● **Mozart - Symphonie Concertante pour instruments à vent.**

C'est au cours d'un voyage sans gloire à Paris que Mozart qui venait de découvrir des possibilités d'expression nouvelles avec le meilleur orchestre symphonique de l'époque (celui de Mannheim) écrivit cette symphonie concertante à l'intention de quatre instrumentistes de ses amis. On y trouve un style symphonique affermi, enrichi par un quatuor de solistes dont le musicien sollicité à l'extrême la virtuosité sans jamais la flatter. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'il est met individuellement en valeur, préférant leur proposer un discours collectif qui ne privilégie aucun d'entre eux.

Excellent mozartien Theodor Guschlbauer, à la tête de l'orchestre de Bamberg, a su s'emparer de la fine fleur de l'école française d'instruments à vent : Pierre Pierlot (haut bois), Jacques Lancelot (clarinette), Georges Barboteu (cor), Paul Hangue (basson). Au verso, excellente version du concerto pour basson et du rondo pour cor. (Erato 1 x 30 cm).

● **Brahms - Sonates pour clarinette et piano.**

La rencontre d'un grand instrumentiste stimule parfois l'activité créatrice d'un compositeur. Tandis que Mozart s'enrichissait au contact de ses amis de l'école de Mannheim,

Brahms, plus d'un siècle après, alors que croyant avoir donné ses meilleures œuvres, il s'apprêtait à goûter le calme de la vieillesse, fit la connaissance d'un éblouissant clarinettiste. Il se remit au travail et écrivit avec le quintette pour clarinette et les deux sonates ici gravées, trois de ses œuvres les plus importantes. La maîtrise et la sérénité des dernières années y sont mises en valeur par le timbre tantôt rêveur, tantôt grave de la clarinette.

Michel Portal et Georges Pludermacher dont c'est le premier disque ont déjà un très beau talent auquel manque peut-être encore le sens du mystère pour traduire toutes les nuances de cette confidence mélancolique. (1 x 30 cm - Harmonie Mundi - Premiers silons.)

● **Beethoven. Quatuors à cordes n°s 12 et 16.** C'est dans ses quatuors que Beethoven a exprimé ses pensées les plus secrètes. Ils se répartissent d'ailleurs en 3 groupes distincts, correspondant à 3 crises majeures de son existence et séparés par plusieurs années d'intervalle. Ces 2 quatuors appartiennent à la 3^e série que le 12^e inaugure, peu de temps après la 9^e symphonie. Le musicien, définitivement sourd, a sans doute écrit là ses œuvres les plus fortes avec les dernières sonates de piano :

loin de la mode viennoise, il fait l'anecdote musicale et l'ornement gratuit pour exprimer l'essentiel dans la libération des formes et le triomphe de la polyphonie. Il faudra attendre Bartole pour aller plus loin. Le quartetto Italiano s'affirme désormais comme un rival des meilleurs ensembles spécialisés. (Philips 1 x 30 cm.)

● **Hans Werner Henze.** Fantaisie pour cordes. Sonate pour corde etc. Un disque intéressant pour comprendre ce musicien en vogue qui se déclare admirateur de Guevara et se fait jouer dans les opéras les plus élégants d'Outre-Rhin. Son habileté et son extraordinaire maîtrise technique ne lui permettent pas toujours de masquer ni de surmonter ses contradictions. On le sent tiraillé entre la musique sérielle et le néo-classicisme. Après avoir été tenté par le dodécaphonisme, il y renonce en 1953 à 27 ans au profit d'une musique mélodieuse et accessible au grand public. Ce souci de la compréhension n'est blâmable que lorsqu'il conduit à l'éclectisme et à la démagogie. Un véritable créateur doit choisir. En art comme en politique il y a les gens d'avant-garde et les autres. Je crains pour Henze qu'à la longue il finisse par n'apparaître plus que comme un habile homme. (Deutsche Gramophon, D.G.G., 1 x 30 cm.)

B.S.



gardons d'ailleurs de leur parler tout de suite de théâtre. Sinon, ils pensent télévision et sont incapables d'inventer.

D.N. — Ont-ils tendance à vous raconter ce qu'ils ont vu la veille sur le petit écran ?

C.D. — Bien sûr. Il y a un premier niveau de l'invention où ils racontent Tintin et l'émission qui les a frappés. Il n'est pas question d'aller contre. Tintin et la télévision, cela fait aussi partie d'eux. Mais peu à peu des éléments personnels se greffent sur l'imagination d'emprunt. Une statue chinoise à longues moustaches, et dont l'enfant n'avait plus de souvenir conscient, est à l'origine de Tchao.

D.N. — J'ai été frappée de l'acuité du regard qui, dans Glomoël se trouve porté sur notre monde. A côté des deux histoires qui s'imbriquent l'une dans l'autre, celle du

fant. Cela ne va pas sans cruauté.

C.D. — Cela tient à l'âge. Glomoël a été inventé par des enfants de 10 à 12 ans. Aucun n'avait vu les comiques américains, mais ce qui, spontanément, naissait d'eux, c'était l'esprit de Buster Keaton. L'un d'eux m'a raconté une histoire de dragon qui, pour prendre sa douche, enlevait et empilait soigneusement ses écailles.

D.N. — Ils restent liés en somme à la mythologie de leur petite enfance et s'en détachent par l'ironie.

Catherine Dasté a tenté sa dernière expérience en collaboration étroite avec le théâtre de Sartrouville. Elle s'apprête à gagner Avignon où elle remonte L'Arbre sorcier avec les comédiens d'Ariane Mnouchkine. En mars prochain, elle proposera à des enfants plus grands (entre 12 et 15 ans) un spectacle qu'elle a conçu elle-même et qui s'appellera Les loups.

Calendrier des stages de formation

ouverts aux camarades socialistes engagés sur les différents fronts de lutte

● 11 au 14 juillet : « Action dans les entreprises » avec la participation de Michel Rocard, animé par Abraham Béhar.

A Nogent-sur-Marne (début de stage le 11 au soir). Ouvert aux militants responsables des sections et groupes d'entreprise.

Au programme :

— rapport parti-syndicats,
— contrôle et pouvoir ouvriers,
— qu'est-ce que « l'hégémonie » ou la « dictature » du prolétariat ?
— la crise du capitalisme.

● 19 au 21 juillet : « Culture et enseignement », animé par Robert Chapuis et Bernard Ravenel.

A Nogent-sur-Marne. Ouvert aux

militants qui mènent une action culturelle et à ceux qui sont concernés par les problèmes d'enseignement.

Au programme :

— Les éléments de base d'une culture socialiste ;
— Le contenu idéologique de la culture diffusée actuellement à travers les moyens de masse (radio, télévision, etc.) ou les institutions culturelles, liées ou non au ministère de la Culture.
— La fonction actuelle de l'enseignement dans le système capitaliste ;
— Les conditions de l'action des militants.

Dates et programmes seront pré-

cisés ultérieurement pour les stages suivants :

Septembre : « Urbanisme et Vie locale », avec la participation de Michel Rocard, animé par des responsables d'associations locales, probablement à Sarcelles.

Fin novembre : « Agriculture » animée par les principaux responsables de ce secteur.

Noter également : Stages jeunes travailleurs et lycéens, du 23 au 31 août probablement en Aquitaine.

Stages étudiants-lycéens du 5 au 15 septembre en Corse.

Pour toutes inscriptions, écrire au Service de Formation, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e). □

T.S. Vacances

Comme chaque année, « Tribune » s'interrompt pendant un mois et demi. Le dernier numéro avant les vacances sera le n° 419 daté du 10 juillet. Le n° 420 paraîtra dans la première semaine de septembre.

Les adhérents doivent penser à faire suivre leur courrier, plutôt que de faire changer les bandes-adresses à l'Administration de « Tribune ». De plus, les sections de vente doivent s'organiser pour la vente du mois de juillet et la reprise de septembre. □

Courrier des entreprises

Le numéro de mai 1969 du Courrier des entreprises est paru.

Il reste un certain nombre de numéros qui pourront être expédiés aux camarades qui en feront la demande à la Commission nationale entreprise, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

Le prochain numéro (juillet) ne sera expédié qu'aux abonnés... Si vous désirez le recevoir régulièrement, ABONNEZ-VOUS.

6 F les six numéros.

Nom :

Prénom :

Adresse :

C.C.P. 58-26-65 Paris Tribune Socialiste. Notez au verso du chèque ou mandat « Courrier des entreprises ».

Petite annonce

Famille enseignants prendrait enfants six à douze ans, pension août - montagne 1.000 m. Ecrire à Mme Goulet de Ruy, BORNE - 26-Châtillon-en-Diois.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h
EROTISSIMO

Louis Althusser et le mouvement de mai

Jean-Marie Vincent

Louis Althusser est un théoricien, membre du P.C.F. depuis de longues années ; il a exercé et exerce une influence indéniable sur les nouvelles générations de militants étudiants et intellectuels sous influence communiste. Un certain nombre de ses élèves de l'École normale supérieure de Paris furent à l'origine de la création de l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (U.J.C.M.L.) de tendance maoïste en 1966. Au-delà même de ce cercle relativement restreint, sa volonté de restituer au marxisme sa rigueur scientifique trouva un écho très favorable parmi de nombreux intellectuels et même chez certains militants. Dans le prolongement de ses thèses les plus abstraites, beaucoup de jeunes recherchèrent la jonction entre cette conception scientifique du marxisme et l'action révolutionnaire abandonnée depuis longtemps par le P.C.F. Régis Debray, qui participa à la dernière entreprise de Che Guevara et croupit aujourd'hui dans les geôles de Bolivie, fut et reste sans doute un disciple de Louis Althusser.

Loin de la politique

Pourtant tous ceux qui attendaient du théoricien et philosophe Louis Althusser des prises de position politiques nettes ; des éléments d'orientation dans des conjonctures politiques difficiles ont été jusqu'à présent déçus. Louis Althusser s'est toujours refusé jusqu'à une date très récente à toute intervention directe dans les joutes politiques. Il n'a, certes, porté aucune condamnation publique sur l'activité oppositionnelle par rapport au P.C.F. des groupements étudiants dissidents, mais il n'a pas non plus réprouvé publiquement les mesures répressives de la direction du P.C.F. Manifestement il y avait entre sa propre réflexion théorique et la pratique politique une distance qu'il ne semblait pas désireux de combler. A la suite de la parution dans « l'Humanité » d'un article de son disciple E. Balibar et d'un autre de lui-même, consacrés essentiellement à des commentaires de classiques du marxisme, certains « gauchistes » n'hésitèrent pas à le proclamer idéologue officiel du P.C.F.

Mai et les travailleurs

Les choses ne sont sans doute pas aussi simples. Deux contributions récentes de sa plume montrent que Louis Althusser n'est pas aussi détaché de la politique qu'il apparaît au premier abord. Dans des lettres envoyées à une militante communiste italienne, ancienne correspondante de l'« Unita » en France, et dans un article publié par la revue communiste « La Pensée » il vient de donner son analyse du mouvement de mai-juin 1968. On peut d'abord constater qu'il retient sur un point essentiel l'estimation donnée par les dirigeants communistes des attitudes ouvrières. Pour lui l'action ouvrière n'a pas dépassé le stade « économiste » (revendications élémentaires) et ne s'est posée que très négativement la question de l'intervention politique (faire tomber de Gaulle et Pompidou). Par conséquent, il ne pouvait être question de mettre en avant la revendication du pouvoir d'Etat. De cette façon par l'examen de la seule moyenne statistique des comportements ouvriers, peuvent être escamotées les pointes de l'action gréviste, les tendances authentiquement révolutionnaires qui se firent jour dans plusieurs secteurs de l'industrie. Implicitement Louis Althusser semble admettre que le plus grand mouvement des travailleurs occidentaux depuis les luttes de 1943-45 ne devait pas dépasser les négociations de Grenelle et que le P.C.F. n'avait pas autre chose à faire que l'administrer.

Le mouvement étudiant

Il est vrai, cependant, qu'il émet des critiques sur la position prise par le P.C.F. à l'égard des étudiants et de certains milieux de jeunes travailleurs. Il rejette les explications psychologiques du comportement étudiant, c'est-à-dire celles qui, en dehors de tout examen d'une situation sociale historiquement déterminée, ont recours à des généralisations abusives (les étudiants n'ont pas résolu les problèmes de leurs rapports avec leurs parents, ce sont des agités névrosés). Il discerne, au contraire, et à juste titre, des raisons sociales profondes à l'évolution du monde étudiant et demande plus de compréhension de la part des dirigeants communistes. Il est à craindre toutefois que cette criti-

que, qui prend appui pour une large part sur la politique pratiquée à l'égard du mouvement étudiant par le P.C. italien, ne tombe dans des oreilles tout à fait sourdes. Ce n'est pas seulement, parce qu'ils ne comprennent pas la nouveauté du mouvement étudiant, que les dirigeants du P.C.F. se refusent à discuter avec les « gauchistes » étudiants, mais bien parce qu'ils craignent comme la peste que leur orientation stratégique de « démocratie avancée » ne soit menacée par une discussion véritable entre travailleurs et étudiants. La maladresse de certains groupes étudiants, leur incapacité à dépasser le verbalisme et à reconnaître dans les faits que les travailleurs sont la force décisive ne changent rien à l'affaire. En la matière, le P.C.F. défend son contrôle sur une partie de la classe ouvrière. Soyons sûrs qu'il ne cherche pas à redresser des erreurs étudiantes, mais purement et simplement à isoler un mouvement étudiant qui représente trop de dangers pour sa propre routine.

Intellectuel et militant

Aussi devons-nous dire que malgré son intérêt la contestation althusserienne ne bouleverse rien. Ou bien elle ira plus loin et se heurtera à des interdits bureaucratiques, ou bien elle se limitera à quelques constatations suffisamment évidentes pour qu'un Roger Garaudy les partage. Par là Louis Althusser se trouve confronté à un problème qui est au centre de son élaboration, celui des rapports théorie et pratique. Espérons qu'il ne reculera pas devant l'obstacle et qu'il ne tombera pas non plus dans le travers activiste de beaucoup de ses disciples. Déjà à la suite de ces premières interventions beaucoup d'intellectuels communistes, inscrits ou non au P.C.F., mettent certains espoirs en lui et attendent qu'il choisisse effectivement la lutte politique.

A cette étape on retrouve un vieux problème, lancinant pour la plupart des militants d'origine bourgeoise et qu'on peut formuler ainsi : il ne suffit pas de donner son adhésion à un parti se réclamant du communisme pour être sur les positions de la classe ouvrière, il faut devenir aussi un combattant actif, intervenant quotidiennement dans les luttes réelles. □